

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**Correspondance :**  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

**Versements :**  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

**Abonnements :**  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F  
- programme communiste -  
1 an, pli ouvert : 40 F  
1 an, pli fermé : 60 F

**15<sup>e</sup> ANNEE - N° 255**  
**LE NUMERO : 2 FF**  
**20 FB - 1 FS**  
**3 au 6 décembre 1977**

Un tract du Parti sur la grève du 1<sup>er</sup> décembre

## A bas les mensonges réformistes ! Lutte de classe ouverte !

**PROLETAIRES, CAMARADES !**

Tous l'ont reconnu : le principal « succès » des deux « plans Barre » a été de faire baisser le pouvoir d'achat des salariés de 3 % en moyenne, alors que, malgré les truquages statistiques, le chômage total et partiel ne cesse d'augmenter.

Les travailleurs exploités en France, comme leurs frères de tous les pays, font les frais de la crise capitaliste qui s'est amorcée en 1973, et qui prépare des crises plus amples. Pressée par la concurrence internationale, la bourgeoisie leur arrache même les faibles miettes qu'elle a pu concéder à certaines couches ouvrières dans la période de la reconstruction, et elle utilise ses armes classiques pour paralyser la résistance ouvrière : la division entre catégories — en faisant la chasse aux immigrés qu'elle présente comme des « voleurs d'emplois » —, l'appel à la « solidarité nationale » ; les illusoirs

mesures-bidon catégorielles (comme les contrats-formation pour les jeunes, que les patrons ont reconnu eux-mêmes comme une incitation... à embaucher des intérimaires à moindres frais).

En même temps, l'Etat, qui est le comité de défense des intérêts capitalistes, intimide et réprime les tentatives de résistance (commando antigrévistas, assassinat de Pierre Maître à Reims). Il perfectionne ses armes de répression au niveau international, avec des « concertations antiterroristes », hier contre l'agitation dans l'armée, aujourd'hui contre la R.A.F., demain contre les prolétaires qui tenteraient d'opposer leur force aux forces policières de l'Etat.

**PROLETAIRES, CAMARADES !**

Si les patrons ont pu se féliciter que « rarement l'automne ait été aussi calme sur le plan social » malgré l'attaque contre

### DANS CE NUMERO :

- Evolution des rapports inter-impérialistes depuis la guerre (1)
- Les leçons de la révolution d'Octobre
- Dans le monde : Espagne ; Etats-Unis ; Amérique latine
- Impérialisme français : le budget militaire ; l'extrême gauche et le Sahara ; la politique économique
- Syndicats, luttes ouvrières : la révolte de P.L.M. ; les exclusions à Lyon-Gare
- Interventions du parti : la manifestation contre les mesures Stoléru ; notre réponse à l'intimidation « antiterroriste »

les conditions de vie et de lutte des prolétaires, c'est qu'ils ont été aidés de façon décisive par l'intervention active des

(Suite page 2)

## Du Caire à Tripoli

Sadate a trahi ! Sadate a trahi ! Voici ce qu'on entend devant les initiatives spectaculaires de Sadate et les embrassades de l'Egypte et d'Israël. Mais qu'a trahi Sadate au juste ?

La cause palestinienne ? Mais l'a-t-il jamais défendue ? N'est-ce pas de l'acceptation du plan Rogers par Nasser en 1970 que date le lâchage officiel des Palestiniens ? Et en négociant ouvertement avec Begin, Sadate ne répète-t-il pas le geste de Nasser serrant la main de Hussein, le boucher d'Amman ? Qui, parmi les opposants à Sadate, peut lui reprocher sérieusement quelque chose ? Assad ? Mais n'est-il pas, lui, le bourreau des masses exploitées libano-palestiniennes ? Arafat ? Mais ce dernier n'a-t-il pas lui-même serré la main de Nasser et de Hussein, puis d'Assad ? Et n'est-ce pas l'O.L.P. qui aujourd'hui est d'accord avec tout le monde officiel pour désarmer les Palestiniens au Sud-Liban, précisément au moment où ces derniers subissent les attaques militaires conjuguées des milices chrétiennes et d'Israël ? Et qui sont aujourd'hui les meilleurs défenseurs d'Arafat sinon Hassan et Khaled ?

Est-ce les « intérêts nationaux égyptiens » que Sadate a trahis, et, plus généralement, les intérêts des Etats arabes face à l'Etat-pied noir d'Israël, colonie de l'impérialisme américain et son fer de lance dans la région ? Mais là encore c'est bien l'acceptation du plan Rogers qui préjudicait au retour en force de l'Amérique dans la région, réalisé au moment de la guerre du Kippour. Et qui peut dire que Sadate change de politique ? Khaled, cet autre champion de la politique américaine ? L'U.R.S.S., qui a cautionné la naissance d'Israël ? Tout le monde n'était-il pas d'accord, il n'y a pas si longtemps, à Rabat, même l'Algérie et la Libye, pour reconnaître

(Suite page 3)

## Salut aux prolétaires d'Amérique latine

La bourgeoisie a toujours cherché à intimider le prolétariat et à le terroriser, en faisant étalage de sa puissance prétendument illimitée, et des défaites que le prolétariat connaît dans sa lutte. Mais elle cache jalousement ses propres échecs, les fissures dans sa cuirasse qui trahissent le caractère historiquement transitoire de sa domination, tout ce qui peut encourager le prolétariat dans ses efforts de défense et d'émancipation.

Fin octobre, peu après les mouvements de Renault-Cordoba, a éclaté en Argentine une grève nationale de la presque totalité des cheminots des six grands réseaux ferroviaires, qui ont été complètement paralysés, alors que les autres réseaux étaient désorganisés. La grève, qui a duré plusieurs jours, s'est étendue aux employés de métro de Buenos Aires et aux pilotes de ligne avant de se propager à d'autres catégories de travailleurs, comme ceux des compagnies de l'eau, du pétrole, de l'électricité, aux marins et aux employés de commerce. « La situation est telle — écrivait *Le Monde* du 2 novembre — que maintenant, bien que l'armée contrôle les syndicats et que le droit de grève ait été supprimé, certains salariés n'hésitent plus à braver les pouvoirs publics. » Et il ajoutait : « Pour la première fois depuis la prise du pouvoir par les forces armées, des grèves mettent en cause la politique économique-sociale du gouvernement » (les cheminots réclamaient des augmentations de salaires de 80 à 100 %, la diminution du pouvoir d'achat en moins de deux ans ayant été, officiellement, de 65 %). Le gouvernement avait donné des instructions pour qu'on applique aux grévistes les sanctions prévues par la loi sur la sécurité de

(Suite page 3)

### Réunion Générale du Parti

## Évolution des rapports inter-impérialistes depuis la dernière guerre

La dernière Réunion Générale du Parti s'est tenue les 29 et 30 octobre. Elle a été consacrée à l'étude de l'évolution des rapports inter-impérialistes provoquée par la crise générale du

capitalisme, exposé dont le résumé sera publié dans ce numéro et dans le numéro suivant de ce journal, et à un rapport politique dont le compte rendu sera publié ensuite.

« L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat est clairement consciente du fait qu'à la situation de guerre succède actuellement une situation de dictature mondiale de la classe capitaliste, assurée par un organisme de liaison entre les super-grands qui ont désormais privé de toute autonomie et de toute souveraineté les petits Etats ainsi que nombre de ceux qui étaient jusqu'à présent rangés parmi les « grandes puissances ». Cette grande force politique mondiale exprime la tentative d'organiser de façon unitaire l'inevitable dictature de la bourgeoisie, en la masquant sous la formule du « Conseil des Nations Unies », du « Conseil de Sécurité ». Son succès constituerait un triomphe complet pour les mots d'ordre qui étaient ceux du fascisme et que, selon la dialectique réelle de l'histoire, les vaincus ont laissés en héritage aux vainqueurs.

La plus ou moins longue durée de ce gouvernement international totalitaire du capital dépend des possibilités économiques qui s'offrent à la machine productive pratiquement intacte des vainqueurs — et avant tout des Etats-Unis. Or il s'annonce de longues années d'investissements

profitables et de folle accumulation capitaliste dans les déserts créés par la guerre et dans les pays que les destructions causées par cette dernière ont fait tomber des plus hauts sommets du développement capitaliste à un niveau colonial.

La perspective fondamentale des marxistes révolutionnaires est que ce plan unitaire d'organisation bourgeoise ne peut pas s'imposer définitivement : en effet, le rythme vertigineux qu'il imprimera à l'administration de toutes les ressources humaines, et qui s'accompagnera d'un asservissement impitoyable des masses productrices, donnera naissance à de nouveaux antagonismes et à de nouvelles crises, à des heurts entre les classes sociales opposées et, au sein de la sphère de la dictature bourgeoise, à de nouveaux heurts impérialistes entre les grands colosses étatiques. Toutefois, on ne peut pas s'attendre à ce que, maintenant que la guerre est finie, le cours de ce cycle complexe puisse se dérouler de façon très rapide [...]. »

Depuis que ces lignes ont paru dans notre organe d'alors, *Prometeo* (1), plus

de trente ans ont passé. Mais elles résument avec force l'histoire de ces trois décennies, tout comme elles décrivent le tournant que prend actuellement le capitalisme sous le fouet de la crise internationale qu'elles prévoyaient. Notre parti n'a donc pas, en ces temps où l'on perd si facilement la tête, besoin de se chercher des perspectives. Il les possède déjà et, confirmé dans leur certitude par les événements eux-mêmes, il peut se consacrer de toutes ses forces à l'accomplissement des tâches auxquelles, dès sa naissance, il s'est préparé, la lutte historique pour la transformation de la crise du capitalisme en crise révolutionnaire, de la guerre impérialiste en guerre civile, la lutte pour la préparation de la victoire mondiale de la dictature communiste.

(Suite page 6)

(1) *Le prospettive del dopoguerra in relazione alla Piattaforma del Partito*, octobre 1946, article republié dans la brochure n° 6 de la série « I testi del partito comunista internazionale », *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti* (Milan, Editions Il programma comunista, pp. 143-144).

## Union sacrée pour le budget de l'armée

Le budget militaire pour 1978 s'élèvera à 67 milliards de francs et deviendra le premier budget de l'Etat. C'est le ministère de la guerre qui bénéficie ainsi de l'augmentation la plus forte par rapport au budget précédent.

Pourtant, lors du débat à l'Assemblée, les députés de la majorité se sont plaints. Les crédits ne sont pas encore suffisants : la construction du sixième sous-marin a été renvoyée à plus tard, le budget de la marine est trop faible, etc.

Et la gauche ? La gauche a fait chorus. Le député du P.S., Chevènement, a souhaité un « effort nucléaire réellement opérationnel » [sic !] et regretté « la priorité accordée aux forces conventionnelles » qui traduit un choix fondamental : « celui qui tend à ramener la France à un rôle de relais régional » non seulement en Europe mais aussi en Afrique et en Méditerranée. La France n'est tout de même pas une puissance régionale, comme aurait dit Kissinger !!!

Quant au P.C. s'il a refusé de voter le budget ce n'est évidemment pas parce que le parti communiste refuse de voter les crédits de guerre (il y a longtemps qu'il n'a plus rien de communiste), mais parce que l'orientation actuelle de la politique de défense de la France ne le satisfait pas, bien qu'il trouve le volume des dépenses « acceptable » !!!

« Le budget proposé par le P.C.F., a fait remarquer Baillet à Bourges, se situe à peu près au même niveau que celui décidé par le gouvernement en 1978 », et il a ajouté : « En se prononçant pour une défense réellement indépendante, reposant à la fois sur la maintenance de la force nucléaire et la rénovation de l'armée conventionnelle, le parti communiste [...] manifeste sa volonté d'assurer avec sécurité la défense de la France. »

Les prolétaires n'ont pas de patrie. Ils sont contre la défense nationale et pour la défense de leur classe. Ils transformeront la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire pour en finir avec les boucheries que provoquent régulièrement les affrontements entre bourgeoisies nationales.

# A bas les mensonges réformistes !

(Suite de la page 1)

grandes confédérations syndicales pour paralyser, étouffer, dévoyer et isoler les sursauts de résistance ouvrière. En Italie, en Espagne, en Angleterre, les directions des équivalents de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont carrément signé des pactes sociaux par lesquels elles essayaient de vendre à la bourgeoisie une promesse de résignation des ouvriers en échange d'un illusoire redressement national, qui ne peut profiter qu'à la bourgeoisie.

En France, le prétexte électoral a été utilisé dans le même but de collaboration de classe et de maintien de la paix sociale pour assurer à la bourgeoisie, comme Ed. Maire l'a reconnu publiquement le 9 octobre, deux ans de trêve dont elle a fait son profit sur les plans économique et politique.

Les sectes combattives, comme la grève des travailleurs immigrés dans les foyers Sonacotra, ont été isolés, calomniés, coupés autant qu'il était possible de la solidarité des travailleurs français indispensable au renforcement de la classe. Les quelques grèves dures menées par des couches de l'aristocratie ouvrière ont été soit dévoyées dans un sens corporatiste et vers la défense de la branche ou de l'usine (« Parisien Libéré »), soit réprimées directement (exclusion des syndiqués de l'I.M.R.O.) lorsqu'elles tentaient de tisser des liens avec d'autres travailleurs. La semaine dernière, quand la C.G.T. a lancé des actions et manifestations à l'E.D.F., c'était pour appeler à la répression contre les auteurs d'attentats sur les installations : Pierre Maître assassiné par les bandes du capital, n'avait eu droit, lui, qu'à cinq minutes de silence ! Quant aux chômeurs, ils ont été abandonnés à leur isolement : des règlements bureaucratiques les excluent même des syndicats...

PROLETAIRES, CAMARADES !

Après qu'on ait, en contrepartie de leur « sagesse », bercé les ouvriers de l'illusion d'un « progrès démocratique » qui se ferait au prix d'un simple changement de majorité et de réformes limitées au cadre bourgeois, voici que les réformistes du P.C.F. veulent aujourd'hui faire croire que seul le réformisme du P.S. (certes bien réel !) est responsable de la faillite de cette perspective. Mais y a-t-il un autre moyen de contrer cette orientation réformiste que d'organiser et de pousser aujourd'hui les luttes immédiates, et de préparer à travers ces luttes les armes de la guerre de classe contre le capital ? Ceci, les partis dits « communistes » qui n'osent même plus parler aux ouvriers d'un socialisme qui n'était en fait, depuis longtemps, qu'une couverture à leur orientation purement bourgeoise, en sont bien incapables, ainsi que les directions syndicales qui sont aux mains de ce courant social-démocrate. C'est pourquoi ils vous jettent aujourd'hui comme un os ces substituts dérisoires à une lutte réelle que sont ces journées d'« action » sans lendemain, prévues pour faire patienter les salariés excédés à mi-chemin de la rentrée et de la foire électorale, orientées de plus sur des « objectifs » comme la « formation-clé de l'emploi » qui avalisent les mensonges bourgeois et ne répondent pas aux besoins réels des prolétaires.

Tous les ouvriers qui ont la moindre expérience de la lutte savent bien que ce n'est pas avec ces simulacres qu'on fait reculer le patronat et l'Etat. Aussi, sans rien attendre de directions syndicales qui sabotent les luttes réelles, ils ne peuvent que regarder au-delà de la promenade d'aujourd'hui, et, pour préparer les luttes qui viendront nécessairement, s'efforcer de tisser entre eux des liens réels. Ils

doivent se regrouper dans les syndicats et hors des syndicats autour des noyaux combattifs, en s'efforçant de ressaisir leurs armes de classe, la GREVE SANS PREAVIS ET SANS LIMITATION PREALABLE DE DUREE, défendue par des piquets exercés contre les violences patronales, développant la solidarité la plus large possible entre tous les ouvriers, hommes et femmes, français et immigrés, actifs et chômeurs, pour lutter sur des objectifs qui correspondent à leurs besoins à eux, non à ceux du capital, et qui unifient la classe :

- Augmentation des salaires plus forte pour les catégories les plus exploitées : 500 F au moins pour tous tout de suite ; et pas de salaire inférieur à 2.700 F !

- 35 heures maximum sans diminution de salaire !

- Salaire intégral aux chômeurs, S.M.I.C. aux travailleurs à la recherche d'un premier emploi, et aux appelés.

- Egalité de tous les droits et libre circulation pour les travailleurs immigrés et leurs familles !

- Pour un front de classe prolétarien, contre le front uni bourgeoisie-opportuniste !

Même une lutte énergique sur ces objectifs ne suffira pas à libérer le prolétariat de ses chaînes ; mais la lutte contre les effets du capitalisme est un terrain essentiel où peut se reconstituer la force capable d'attaquer les causes, la société capitaliste et son Etat, et de transformer par sa dictature, l'ensemble de la vie sociale !

Parti communiste international,

1<sup>er</sup> décembre 1977.

## La politique économique de la droite et celle de la gauche :

# Bonnet blanc et blanc bonnet

Au cours du deuxième trimestre 1976, Giscard d'Estaing écrivait dans la préface du VII<sup>e</sup> Plan : « Le gouvernement entend quoi qu'il arrive poursuivre simultanément, pendant le VII<sup>e</sup> Plan, une croissance vigoureuse, la lutte contre l'inflation et le retour au plein emploi (c'est nous qui soulignons) ». Le 18 octobre dernier, le même Giscard d'Estaing déclarait devant le Conseil économique et social : « L'économie de la France sera désormais une nouvelle économie [...]. Il n'y aura pas de retour à l'état antérieur des choses. Ce n'est pas une crise que nous vivons, c'est une nouvelle étape, un changement de monde. »

Finies les références démagogiques à la possibilité d'une croissance vigoureuse et d'un retour au plein emploi. La « nouvelle économie » à laquelle fait allusion le président de la République s'appelle le plan Barre, qui est prévu pour durer. « Il faut, a déclaré le chef du gouvernement à l'Assemblée nationale, lors de la présentation du budget pour 1978, écartier toute illusion sur l'avenir : ce n'est pas à brève échéance que le monde [et donc la France] retrouvera une croissance forte ». Quant au chômage il continuera à augmenter. « C'est le prix que notre pays doit payer, a encore expliqué le professeur Barre, à l'inflation passée et notamment à la progression excessive des rémunérations ». « Sans durée, a-t-il ajouté, il n'y a pas de lutte anti-inflationniste possible. »

Selon le gouvernement actuel, donc, les responsables de la hausse des prix et du chômage, ce sont les salaires. Depuis son entrée en fonction en septembre dernier son objectif principal est de faire baisser le taux d'inflation en ayant recours aux bonnes vieilles recettes que sont la diminution de la demande intérieure et la réduction des coûts de production. Le raisonnement est le suivant : grâce à la diminution du pouvoir d'achat on diminue la consommation et donc les importations (le déficit commercial de la France est de l'ordre de 15 à 20 milliards de francs). Mais surtout, grâce à la baisse des salaires on permet aux

entreprises de faire des bénéfices qui se traduiront par des investissements et des créations d'emploi, tout en permettant aux entreprises de faire face à la concurrence et donc, si possible, d'exporter davantage. Selon la formule de Schmidt : les bénéfices d'aujourd'hui devraient être les investissements de demain et les emplois d'après-demain.

Cette politique n'a pas eu le succès escompté, et le commerce extérieur de la France reste déficitaire, ceci pour la bonne raison que le raisonnement est le même dans tous les pays et ce qui en résulte c'est une aggravation de la situation du prolétariat dans tous les pays. En France comme ailleurs, les investissements productifs stagnent. En revanche les profits ont augmenté — officiellement augmenté — et les salaires ont baissé. Quant au chômage, en dépit des manipulations et des arrêts temporaires, il n'a cessé de croître (il y a 35 % de plus d'allocataires Assedic que l'an dernier).

Naturellement la gauche a fait semblant de critiquer le plan Barre. En réalité non seulement elle ne s'est pas opposée à son application, mais c'est elle qui a permis qu'il réussisse sur un point essentiel : le freinage des salaires. Pour le reste le plan Barre a échoué (une des raisons de cet échec tenant d'ailleurs au fait que « notre » principal partenaire commercial, l'Allemagne, n'a pas procédé à la relance économique intérieure qui aurait dû permettre un accroissement de « nos » exportations et donc une diminution du chômage, etc., etc.).

Alors il faut bien que la gauche propose autre chose, un plan à elle, qui devrait permettre à la fois de relancer l'économie et de satisfaire les revendications des travailleurs. Cette fois-ci l'accent est mis moins sur la relance par l'investissement, comme dans le plan Barre, que sur la relance par la demande. Le moteur sera l'accroissement de la consommation, populaire ajoute le P.C., ce qui implique une augmentation des salaires. Les capacités de production ainsi sollicitées cessent d'être sous-employées, l'offre est obligée de suivre la demande, la machine écono-

mique tourne bien, les exportations augmentent, le chômage diminué et le niveau de vie des travailleurs s'améliore.

Mais cela c'est la théorie, qui suppose pour pouvoir être mise en pratique au moins une condition : c'est que le contexte économique international se prête à un tel scénario. Il faut en particulier que les autres achètent français, ce qui par les temps qui courent n'est pas évident. Cela suppose que la guerre commerciale n'existe pas, ce qui n'est pas le cas.

Dans la pratique, que va-t-il se passer si un gouvernement de gauche arrive au pouvoir ? Quels avantages les travailleurs pourront-ils en retirer ? On peut s'en faire une idée en lisant quelques passages d'une brochure récente du P.S. intitulée **89 réponses aux questions économiques** (mais, cela vaut aussi pour le P.C. qui n'a pas encore écrit noir sur blanc ce que le réalisme commande de faire : à quoi bon puisque le P.S. s'en charge ?).

En ce qui concerne les salaires : « Les entreprises auront comme charge principale de verser des salaires plus élevés aux travailleurs du bas de l'échelle. Elles pourront le faire premièrement en limitant voire en arrêtant la progression des hauts salaires et deuxièmement en distribuant aux salariés les fruits de la croissance de l'entreprise qui participe à la croissance générale de l'économie. Bien évidemment, l'une ne va pas sans l'autre et il est inimaginable que les charges des entreprises puissent augmenter si leurs recettes, c'est-à-dire la croissance, n'en font pas de même [voilà le hic !]. L'entreprise étant la cellule de base de l'activité économique, il ne peut être question d'en remettre en cause la bonne santé par un excès de charges. Il est notamment indispensable de préserver les capacités d'investissement qui sont à la source du progrès économique et social » (pp. 30-31). Re-hic ! Car en demandant des augmentations de salaires, les travailleurs ne vont pas seulement compromettre les capacités d'investissement des entreprises. Ils vont détraquer toute la machine éco-

(Suite page 8)

## L'EXTRÊME GAUCHE ET LE SAHARA

L'attitude qui a généralement cours dans l'extrême gauche semble être de combattre toute intervention contre le peuple sahraoui. Cette attitude peut paraître radicale et généreuse, mais elle est en réalité bien insuffisante pour se présenter comme véritablement communiste. En effet, cette position, au lieu de se placer sur un terrain de classe, n'est nullement en opposition avec celle des partis réformistes.

Le C.E.D.E.T.I.M., proche de l'O.C.T., et dont le meeting de soutien au Polisario à Paris a été interdit par la police, selon une bonne vieille habitude, reproche principalement à l'intervention française de se faire l'instrument de l'Amérique et de l'Allemagne. Comme si ce n'était pas avant tout ses intérêts à lui que l'impérialisme français défend au Maghreb, y compris contre la concurrence américaine ; et comme si, même si c'était vrai, le prolétariat devait pour cette raison, là comme ailleurs, se mettre à la remorque de l'opportunisme et des démocrates en défendant un « principe national ».

Quant à Rouge du 8 novembre, il parle sans la moindre critique du « soutien » à la République sahraouie de l'U.R.S.S., de l'Internationale socialiste, et de « celui des députés communistes, socialistes et radicaux de gauche, intervenant hier par une déclaration commune selon la même détermination ». Soutien à la R.A.S.D. — pour des raisons bien bourgeoises — peut-être, mais aux masses sahraouies en lutte contre toute oppression, sûrement pas ! Et comment confondre ces deux « soutiens » ?

De plus, l'extrême gauche ne dit pas un mot du fait que si la politique de l'impérialisme français vise à briser la résistance sahraouie, son effet réel est d'augmenter son poids non seulement sur les populations sahraouies, mais sur toute la région, ce qui fait que ce « mot d'ordre » pourrait bien laisser les mains libres à l'impérialisme français sur l'essentiel pour lui : maintenir en place un Etat mauritanien à ses ordres. Et qui nous dit qu'un jour, avec ou sans autre gouvernement, l'impérialisme français ne pourra pas s'entendre avec le Polisario, si le régime de Nouakchott s'effondrait, solution que tient la gauche dans ses cartons ?

La position juste n'est donc pas de reconnaître le Polisario, mais de lutter sur un terrain de classe contre le retour en force de l'impérialisme français dans la région, contre les livraisons d'armes et surtout, pour le retrait immédiat de toutes les troupes d'Afrique !

## La démocratie espagnole tient ses promesses

Avec le pacte de la Moncloa comme avec le rétablissement de la *Generalitat* de Catalogne, la démocratie espagnole montre bien que comme son frère le fascisme, elle n'a qu'un seul sens possible, celui du renforcement totalitaire de l'Etat bourgeois, celui de l'oppression toujours plus grande du prolétariat.

Le pacte de la Moncloa, version espagnole du « compromis historique » italien, montre bien comment la démocratie s'adapte aux exigences de centralisation du capital à tous les niveaux (économique, politique et social), en tendant à transformer tous ses partis, qu'ils soient bourgeois ou ouvriers, en instruments de la *volonté unitaire* du capital et de son Etat. C'est ainsi que tous les partis de l'« arc constitutionnel » ont signé le pacte : depuis les « partis ouvriers » (P.C.E. et P.S.O.E.) jusqu'à la « droite » (Alianza Popular), en passant par le P.S.P. et les partis nationalistes basque et catalan, en plus, bien sûr, du parti de Suarez (I.U.C.D.).

Si les grandes centrales syndicales n'ont pas été invitées à participer à l'élaboration de ce véritable accord programmatique, c'est tout simplement parce qu'elles « n'ont pas [à présent] la force suffisante pour assurer un pacte social », comme dit un industriel espagnol (*Cambio 16*, 18-10-77). Et si elles font des réserves purement formelles à l'accord, c'est parce que les élections syndicales approchent : une prise de position trop favorable au pacte pourrait leur faire perdre des voix... Cependant, comme l'écrit *Mundo Diario* du 26-10, « au-delà des mots et des déclarations pour la galerie [sic], le plan économique contenu dans le pacte [...] bénéficie, globalement, de l'appui direct ou indirect de toutes les forces politiques et des syndicats les plus importants du pays, en plus des organisations patronales ». Marcelino Camacho lui-même ne fait que confirmer la chose, lorsqu'il déclare que « ce type d'accord tend à donner une solution plus

favorable à la crise. Nous y voyons traquées les positions et les luttes des Commissions Ouvrières » (*M.D.*, 18-9). De son côté, Sartorius, le deuxième violon des Commissions Ouvrières, revendique le « droit de contrôler le sacrifice des ouvriers » (*Mundo Obrero*, 23-9)...

Voyons donc quel est le contenu de cet accord qui a reçu un appui si unanime.

D'une part, il entérine un bestial tour de vis économique. Signé à la veille du renouvellement des conventions collectives, qui concernent 5,3 millions de travailleurs, le pacte de la Moncloa limite à 20 % l'augmentation annuelle des salaires pour 1978, et à 15 % pour 1979, tandis que l'inflation, selon les prévisions patronales, dépassera cette année 35 % ! Et là où la pression ouvrière réussira à imposer des augmentations supérieures, les patrons pourront licencier sans aucune indemnité jusqu'à 5 % du personnel !

De plus, l'augmentation des dépenses de la Sécurité Sociale est limitée à 21,4 %, tandis que la partie des médicaments payée par les travailleurs augmentera, « dans le but de décourager la consommation superflue [sic] des produits pharmaceutiques » (*M.D.*, 20-10). Parallèlement, on renforcera le contrôle sur les chômeurs sous prétexte d'éviter les « abus » des « fainéants », tandis que le chômage augmente à toute allure.

Les « compensations » offertes aux prolétaires se réduisent à une augmentation de misère (30 %) pour les retraités et à la promesse de l'extension de l'allocation-chômage à d'autres catégories.

On voit donc ce que le prolétariat peut attendre de la démocratie... Mais il n'y a pas que lui : la petite industrie, présentée par la propagande opportuniste comme l'âme de la vraie démocratie (et donc comme l'alliée indispensable du pro-

létariat), a aussi droit à un beau cadeau. En effet, dans le but d'accélérer l'« assainissement du marché », le pacte établit le contingentement du crédit, ce qui amènera à la faillite généralisée de la petite industrie et à la concentration accrue de la grande. Les réactionnaires et... les maoïstes auront de quoi pleurer !

L'Etat ne lésine pas : afin de permettre au P.C.E. et au P.S.O.E. (sans parler bien sûr des partis ouvertement bourgeois), d'imposer... démocratiquement le pacte aux ouvriers, il va jusqu'à financer directement ces partis qu'il associe de plus au contrôle des radios et de la télévision. De leur côté, les syndicats officiels participeront à la gestion « rigoureuse » de la Sécurité Sociale.

D'autre part, le Pacte entérine aussi un tour de vis politique qui renforce encore plus le caractère policier de l'Etat (la démocratie non seulement recueille l'héritage du fascisme, mais l'« enrichit ») : censure préalable de toute publication ; contrôle et limitation par l'Etat du « droit » d'association, de réunion et de manifestation ; incorporation au Code pénal du terrorisme politique, c'est-à-dire de toute violence « illégale » qui est donc considérée comme un simple acte de banditisme ; renforcement des moyens de l'« action antiterroriste » ; coordination progressive des corps de la *Policia Armada*, de la *Guardia Civil* et du *Cuerpo General de Policia* ; création d'unités policières « de quartier ». Bref, de quoi faire frémir d'envie Franco dans sa tombe...

\*\*\*

Sans toucher en rien à la légalité, l'Etat central lui-même rétablit en Catalogne une institution — la *Generalitat* — dont les attributions et le fonctionnement sont déterminés par le pouvoir central, qui nommera son président, qui pourra annuler à son gré toute décision de la

(Suite page 8)

## Du Caire à Tripoli

(Suite de la page 1)

Israël pourvu que, réciproquement, soit reconnu le fameux mini-Etat palestinien, cet os à ronger pour les masses exploitées trompées par tous, cet alibi commode pour expulser de partout les Palestiniens trop remuants, cet Etat-dortoir, ce bantoustan arabe ?

Qu'est-ce qui a donc provoqué la levée de boucliers des opposants au sommet du Caire ? C'est d'abord que l'Egypte reconnaît d'emblée l'Etat d'Israël au lieu d'utiliser cette carte comme moyen de pression dans les négociations. La belle affaire, pour la cause palestinienne, piétinée depuis toujours ! C'est ensuite le besoin d'éviter et de canaliser les réactions que l'aboutissement logique de la politique de toutes les classes dominantes arabes et des organisations officielles de la résistance palestinienne risquent de provoquer parmi les masses exploitées arabes et, en premier lieu, parmi les masses palestiniennes.

Et qu'est-ce qui pousse Sadate à cette concession spectaculaire à contre-temps de même que la réponse de Begin à son geste ? C'est la faillite économique des deux pays qui les condamne à rechercher la paix afin d'éviter que la catastrophe économique ne se transforme en catastrophe sociale, dont les émeutes du Caire ont donné au début de l'année un avant-goût amer aux classes dominantes, tout en nous encourageant pour l'avenir, nous, communistes.

L'Egypte et Israël sont les deux pays du monde les plus endettés relativement à leur production et Israël par rapport à sa population. Et toutes les mesures prétendument révolutionnaires qui ont été prises dans les deux pays pour assainir l'économie ne peuvent aboutir sans une réduction draconienne des dépenses d'armement. Cependant que derrière eux, l'impérialisme américain mais aussi tous les impérialismes européens, attendent le calme pour offrir les marchandises contre les masses de pétro-dollars inemployées, tandis que de son côté la Russie a besoin du calme autour du canal de Suez.

La paix ! l'ordre ! Si la paix advenait, elle serait encore plus étouffante que l'état de guerre qui sévit depuis plusieurs décennies ; mais elle accumulerait aussi, comme résultat du développement de la région, de formidables antagonismes entre les différents Etats, entre les différents impérialismes et surtout entre les classes, qui mèneraient rapidement à des conflits plus gigantesques encore que par le passé.

## Amérique latine

(Suite de la page 1)

L'Etat : licenciements et peines de prison pouvant aller jusqu'à dix ans, mais devant l'ampleur du mouvement il a dû finalement renoncer à « utiliser les vastes pouvoirs qu'il détient pour réprimer les conflits sociaux » (*Le Figaro* du 2-11) et accorder « une augmentation générale de 40 % » (*ibidem*).

Ainsi, malgré le cannibalisme de la répression que les classes dominantes locales et l'impérialisme américain déchainent contre les masses travailleuses du pays, malgré la puissance de leurs ressources et l'éventail varié de leurs laquais, ils n'ont pas réussi à empêcher que la lutte prolétarienne se manifeste à nouveau précisément dans une de ces aires où la plus grande puissance du monde — les U.S.A. — a concentré ses efforts pour étrangler la lutte sociale. Ce n'est pas le seul exemple, loin de là, comme le montrent, toujours dans cette région (mais sans en tirer de conclusions hâtives) les luttes en Equateur ou encore en Colombie où, comme l'écrivait *Le Monde* du 27-10, « depuis l'arrêt de travail général du 14 septembre [...] il ne se passe pas de jour sans qu'une nouvelle grève ne soit annoncée dans l'un ou l'autre secteur ». Et n'est-ce pas aussi ce que montre la maturation, lente certes, mais indubitable, d'une crise sociale en Europe ?

« Avant tout — proclamait à la face du monde le Manifeste du Parti Communiste — « vieux » ces jours-ci de 130 ans, mais plus vrai que jamais — la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. »

Voici le sommaire du n° 25 de

### EL PROGRAMA COMUNISTA

- La nueva constitución soviética
- Marxismo y cuestión sindical
- Factores económicos y sociales de la revolución en América Latina (II)
- Vicisitudes de la Italia de la posguerra

## En Amérique, reprise morose et malaise social

L'été aux Etats-Unis ne s'est pas limité à la grande panne d'électricité qui a plongé New York dans l'obscurité pendant plusieurs heures : l'évidence d'une misère durable et croissante que celle-ci a mise une fois de plus à nu a coïncidé avec la fin d'une reprise économique déjà laborieuse, et avec la bruyante rupture du « consensus » social imposée par les mineurs. Ces éléments étroitement liés entre eux, joints à d'autres moins apparents, concourent à rendre prévisible une nouvelle explosion des ferments sociaux dans un futur proche.

Après la crise de 74-75, la reprise a été molle : après près de 30 mois, en juillet 1977, le niveau de la production industrielle a à peine dépassé celui de juin 73. Les économistes sont d'autant plus inquiets sur le sort de cette croissance qui reste problématique, qu'elle suit une crise qui, elle, a été sans aucun doute la pire de l'après-guerre. Si 30 mois ont à peine suffi pour récupérer ce qui avait été perdu en un an et demi, il est évident qu'il ne s'agit pas d'une véritable expansion productive, mais seulement d'un rattrapage. De ce point de vue, l'économie n'est même pas sortie aujourd'hui de la dépression qui s'est amorcée à la fin de 73. D'autre part, en presque 4 ans, l'accroissement productif d'ensemble, à travers des hauts et des bas, n'a même pas atteint 3 %. C'est pourquoi au début de l'été, quand on a commencé à chiffrer les principaux indicateurs économiques, les journaux se sont remplis d'analyses soucieuses. Dans la mesure cependant où l'indicateur principal, celui de la production, demeurait en légère augmentation, cela laissait la place à un « optimisme prudent ». Si riches que soient cependant les instruments de la statistique économique, une considération a particulièrement affligé le monde du « business » : malgré ses maigres résultats, la reprise avait déjà beaucoup duré, en comparaison des normes tirées des expériences précédentes. Le sentiment des capitalistes était parfaitement exprimé

par le *New York Times* du 9 septembre 77 : « Un élément pourrait être considéré comme potentiellement négatif pour cette année : le fait que la reprise économique soit entrée dans son trentième mois. Cette expansion est beaucoup plus mûre qu'il y a deux ans, et même qu'il y a un an, et elle arrive au moment où les cinq reprises précédentes de l'après-guerre se sont arrêtées. Leur durée moyenne a été de 34 mois, avec un maximum de 39. Certains analystes doutent que la phase actuelle du cycle économique dure encore plus de 4 mois, ou 9 au maximum ».

Ce calcul sur les doigts de la main a plus de valeur indicative que mille « indicateurs », et il sent fortement... l'aveu de faillite. L'expérience soufflée aux capitalistes ce qu'ils n'admettraient jamais face au grand public, à savoir que dans leur société, les crises ne sont pas seulement inévitables, mais aussi prévisibles à des intervalles périodiques (et toujours plus rapprochés). Naturellement, ici prévoir ne signifie pas remédier à, parce que c'est une prévision qui ressemble à de l'impuissance.

Mais même vis-à-vis de lui-même, le capitalisme ne saurait se contenter de donner tout bonnement sa démission : c'est pourquoi même les analyses économiques les plus proches de la vérité terminent toujours sur un acte de foi digne de la politique de l'autruche. Après tout ce beau discours sur les crises cycliques, le *New York Times* conclut donc en assignant encore un délai de 12 mois de croissance économique. Encore plus optimistes, les porte-parole gouvernementaux ne lui assignent, eux, aucune limite !

Là-dessus ont été connus les chiffres de la production en août (en baisse de 0,5 % dans l'industrie), et l'optimisme s'est fait si « prudent » qu'il en est devenu invisible. Mis à part janvier, où un gel exceptionnel a ralenti considérablement l'activité économique, août a donné le premier chiffre négatif dans une série de trente mois positifs : il ne gèle

pourtant pas en août ! L'économie pourra se remettre à empirer considérablement ; elle ne sera à coup sûr pas en mesure, les mois prochains, de tenir même le rythme antérieur. Cette reprise qui en deux ans et demi marque le pas, dépasse à peine le niveau maximum précédent et retombe tout de suite, montre qu'il n'y a plus aujourd'hui place, dans cette phase, pour des expansions du type « boom productif ».

Il n'y a pas eu besoin d'attendre les chiffres pour noter un malaise social permanent et même croissant. La reprise n'a pas le moins du monde touché l'armée de réserve des prolétaires, qui a continué à osciller entre 6 et 7 millions, dépassant toujours 7 % de la force de travail (7,1 % en juillet) ; en revanche, en juin, le fait que la production a marqué le pas a immédiatement entraîné des réductions d'horaire. Mais il n'y a pas seulement les millions de chômeurs, il y a aussi les 8 millions de travailleurs immigrés « illégaux », il y a les 26 millions de pauvres « officiels » (dans ce pays, la pauvreté à un niveau officiel...), comprenant la majorité de la population de couleur. La panne de courant n'a en ce sens rien révélé qui ne fût déjà connu ; elle n'a rien changé non plus, car le capitalisme américain ne peut qu'être insensible à cette masse inimaginable de misère, reléguée de fait dans des zones bien définies, et, dans la mesure du possible, oubliées.

Les leaders noirs qui ont survécu aux campagnes pour les droits civiques, ou ont trouvé place, à divers niveaux, dans la représentation démocratique édiflée sur le dos de leur propre peuple, ces leaders qui, dans la période de radicalisation du mouvement noir brillaient par leur absence d'initiatives, sont revenus sur scène avec une réunion à New York le 29 août, pour lancer une protestation commune contre l'indifférence de l'administration Carter, et demander au pré-

(Suite page 4)

## Renault-Billancourt

### Les bonzes au secours du patron

Le jeudi 24 novembre à Renault, les ouvriers lock-outés en grève de l'atelier 38, dont les syndicats avaient tenté par tous les moyens d'user la résistance, en faisant isoler le reste des travailleurs, en faisant miroiter de stériles négociations et délégations, ont fini par occuper les bureaux des cadres et retenir le directeur. Il a été libéré grâce à l'intervention conciliatrice de la C.G.T., qui a fait miroiter mensongèrement la promesse d'une nouvelle délégation inoffensive de dix membres pour le lendemain.

Le Figaro du 25-11 félicite le patron « qui n'a pas cédé » (il a bien mérité de sa classe), et gronde un peu la C.G.T. Cette séquestration « paraissait impossible dans une entreprise où depuis plus de trente ans les rapports entre patron et syndicats sont, bien que souvent tendus, corrects ». Alors, demande Le Figaro avec une naïveté suspecte, que les syndicats « forts, mais responsables », s'expliquent sur le moment de « flottement » qui les a empêchés de condamner immédiatement l'initiative, dans l'après-midi !

L'explication, la voici. A chacun son travail : le patron tient bon, les valets opportunistes de la bourgeoisie soucieux de l'intérêt de l'entreprise et de la nation doivent garder un minimum de liens avec la classe pour assurer en douceur (si faire se peut) le sabotage des luttes. Les compères peuvent avoir des différends de surface, c'est bien contre leur front uni que les prolétaires doivent combattre.

### Belgique : chômage record

En Belgique, le chômage vient de battre son précédent record établi en janvier (265.000 sans-emploi à ce moment-là). On en est actuellement à 270.000 chômeurs (chiffre officiel, s'entend), soit 8 % de la population active. « Une nouvelle aggravation est attendue, écrit le Monde du 24 octobre, à partir du 1<sup>er</sup> novembre quand les milliers de diplômés de plus de 18 ans apparaîtront dans les statistiques. Déjà plus de 80.000 jeunes de moins de 25 ans sont sans travail ».

## Centre de tri P.T.T. de P.L.M. (Paris)

# Une révolte contre l'administration et ses valets

Dans les P.T.T., l'échec de la grève de 1974 et le sabotage systématique de toute tentative de lutte par les bonzes syndicaux permet à l'administration de généraliser ces dernières semaines la chasse aux militants et travailleurs combattifs qui refusent l'infecte paix sociale.

Au P.L.M., c'est un inspecteur-élève qui est menacé de licenciement pour avoir refusé de se soumettre aux impératifs de sa fonction : flicage et mouchardage des travailleurs. Refuser d'aboyer après les agents pour qu'ils tiennent à tout prix le rendement et se plient aux exigences de la défense du service public, voilà la preuve de « l'inaptitude professionnelle » d'un inspecteur des P.T.T.

Le 9 novembre, lorsque les travailleurs de la brigade B apprennent la nouvelle, ils arrêtent immédiatement le travail et tiennent une assemblée générale. Les délégués C.G.T. et C.F.D.T. qui veulent à tout prix gagner du temps proposent une journée de grève avec manifestation le jour où l'inspecteur passera devant le conseil de discipline. Et d'ailleurs, pourquoi s'affoler ? Les bureaucrates syndicaux déguisés en avocats ne siègent-ils pas à ce « conseil » de collaboration de classe, où l'administration a voix prépondérante ?

Les travailleurs, eux, ne sont pas dupes devant les résultats miraculeux de l'intégration des syndicats à l'appareil de gestion et de répression de l'administration : dans ces conseils et commissions paritaires, l'essentiel de l'activité des bonzes est de larmoyer pour obtenir une « réduction de peine », tout en châtiant toute tentative de riposte directe contre les sanctions. Et ils sont d'autant moins dupes que voilà six mois, lorsque ce même conseil a décidé de surseoir à la titularisation de l'inspecteur, administration et syndicats votèrent ensemble. D'autre part, sur les huit rapports de ses supérieurs motivant son licenciement, celui-ci eut la douce surprise d'en trouver trois émanant d'inspecteurs de l'U.C.F.-C.G.T. !

Durant l'A.G. du 9, une centaine de travailleurs de la B, indignés par cette sanction et la complicité des bonzes, décident d'aller immédiatement demander des explications au directeur, qui n'a d'autre recours que de s'enfermer dans son bureau, en n'acceptant de recevoir que les délégués syndicaux. Ces derniers, qui s'étaient publiquement désolidarisés du mouvement exemplaire des tra-

vailleurs, réapparaissent pour accepter l'offre du directeur, sous les huées des grévistes, et bien évidemment ils reviennent bredouilles.

Les travailleurs de la B expriment spontanément l'exigence d'étendre leur mouvement aux autres brigades. Ils tentent de faire une A.G. en brigade A, mais les bonzes interviennent pour dénigrer le mouvement (minoritaire d'après eux), et orchestrent un vote défavorable à la grève. Un préposé du transbordement tente de prendre la parole pour appeler ses camarades à la solidarité. Il est agressé par un inspecteur central et mis à pied le jour suivant. Durant tout ce temps, les bonzes C.G.T. et C.F.D.T. refusent obstinément d'organiser des A.G. de popularisation dans tous les services. Aux travailleurs qui le leur demandent, l'un d'entre eux a le cynisme révoltant de répondre : « Je tiendrai une A.G. le jour où le calme aura regagné les esprits ».

Les jours suivants, les bonzes intensifient leur pilonnage et leur hostilité ouverte à l'extension des liens entre les travailleurs des différents services, ce qui, ajouté à la pluie de sanctions qui frappe les grévistes entraîne la désorganisation et la démoralisation des travailleurs. Depuis, seul un petit groupe de militants et de travailleurs entourent les deux travailleurs sanctionnés et tentent malgré la répression, la démoralisation et la trahison syndicale de construire un réseau de solidarité autour d'eux.

Aujourd'hui la tâche primordiale est avant tout de structurer parmi ces travailleurs, qui le 9 ont laissé éclater leur haine et leur révolte de classe, un noyau dirigeant solide et homogène, capable non seulement de donner une orientation de classe rigoureuse aux luttes futures de leurs camarades, mais aussi de les organiser à la base pour désamorcer le travail de sape des bonzes opportunistes.

Enfin, cet épisode de révolte de classe élémentaire a encore une fois donné l'occasion aux porte-serviettes des bonzes syndicaux de se démasquer. Alors que dans des conditions difficiles, les travailleurs du P.L.M. ont tenté de renouer avec l'emploi de méthodes de classe directes et de dénoncer les embrassades obscènes des bonzes et de l'administration, la L.C.R. n'a pas hésité à faire écho dans sa feuille « Taupe Rouge » aux lamentations perfides de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

sur les atteintes à la « démocratie ouvrière ».

Les opportunistes, dont la lâcheté et la trahison à l'occasion de ce licenciement ont révolté nombre de travailleurs, dépensent toute leur énergie depuis le 9 à dénoncer par tract les « provocations et agissements irresponsables » organisés par l'administration « aidée de quelques éléments appartenant à des groupuscules étrangers au mouvement ouvrier ». Et ils jouent aux défenseurs des travailleurs, désolés de ne pouvoir participer à une action minoritaire, etc., etc.

Mais que dit la L.C.R. aux travailleurs assez courageux pour passer outre aux tentatives de dénigrement et de démobilisation des bureaucrates ? « Une lutte minoritaire n'ayant jamais permis de vaincre, il faut réaliser l'unité avec la majorité des travailleurs pour lutter ». Puis, magnifique condensé d'obséquiosité de ces « révolutionnaires » aux ordres : « L'assemblée des travailleurs permettant à tout le personnel de se prononcer est souveraine. Pour cela il faut que tous sans exception puissent s'exprimer, donner leur avis et voter sur les diverses propositions. Le respect par tous des votes majoritaires nous permettra seul de gagner » !!! « Même si certains militants syndicaux peuvent se tromper (sic !), il faut réaffirmer la nécessité d'un syndicalisme de classe et de lutte. Permettant la tenue de ces A.G., les syndicats y font les propositions qu'ils jugent correctes (resic !)... »

Au lieu de travailler à rompre radicalement les liens qui rattachent encore les travailleurs aux bonzes opportunistes, au lieu de travailler à féconder leurs révoltes spontanées pour les orienter vers la constitution d'une force organisée et consciente, les centristes de la L.C.R. s'aplatissent devant leurs maîtres coupables de « bavures », mais dont malgré tout les travailleurs devraient boire jusqu'à la lie les conseils.

Ce n'est ni la flatterie, ni les genuflexions devant les appareils opportunistes, encore moins le décompte statistique des voix qui contraindraient les bureaucrates à s'effacer devant l'exigence d'une défense de classe véritable exprimée par les travailleurs en lutte, mais bien plutôt les solides coups de pied au cul que les prolétaires leur prodigueront un jour en échange de tant de « propositions » de trahison et de collaboration de classe. Et gare alors aux malheureux valets qui voleront à leur secours !

## A Lyon-gare, la C F D T poursuit son ménage

Fin septembre, le bureau départemental du syndicat C.F.D.T.-P.T.T. du Rhône a décidé de « démissionner d'office » les vingt membres de la Commission Exécutive de sa section du Centre de Tri de Lyon-Gare. Après la dissolution de l'U.D. Gironde, l'exclusion de militants C.F.D.T. à Berliet, Bordeaux-Chèques, etc., la chasse au « basisme » se poursuit donc allégrement dans la centrale championne de la « démocratie syndicale » et de « l'auto-gestion des luttes ».

Quels crimes de lèse-structure ont donc commis les exclus de Lyon-Gare ? Ces militants, dont certains ont plus de quinze à vingt ans de travail syndical derrière eux, entendaient défendre, contre la chape de plomb étouffante imposée par les bureaucrates de l'appareil, une vie syndicale ouverte et orientée vers la lutte directe. Les divergences entre le bureau départemental et la section témoignent clairement des principes collaborationnistes et des méthodes capitulaires préconisés par les bonzes « hyperdémocrates » de la C.F.D.T. Ces pourfendeurs de déviations basistes n'ont pas supporté les critiques, tant fondées, que leur a faites la section de Lyon-Gare sur la conduite de la grève de novembre 74. Comme dans le cas de l'U.D. Gironde, les bureaucrates n'ont pas supporté non plus qu'une section de base ne se contente pas des belles phrases démagogiques et perfides de la confédération sur le soutien aux soldats mais tente d'apporter un soutien matériel effectif et logistique aux comités de soldats.

Face à la sclérose qui sévit dans le syndicat, et contre le « ronron que propose la Fédé-P.T.T. à travers ses journées d'action et ses grèves de 24 heures périodiques », comme le dénonce un des exclus, la section de Lyon-Gare a tenté d'introduire un souffle de vie parmi les travailleurs, revendiquant une liaison réelle entre les sections de base, tentant de dépasser les limites asphyxiantes du corporatisme et du localisme. Elle a entre autres essayé d'exprimer une solidarité réelle avec la

lutte des travailleurs de Lip, ce que, comme les bonzes C.G.T. de la F.F.T.L. à l'égard des travailleurs de l'I.M.R.O., l'appareil C.F.D.T. n'a pu accepter.

Les exclus de Lyon-Gare ne cachent pas avoir été contraints de prendre des liens directs avec des travailleurs d'autres entreprises, tant le travail de désorganisation, de cloisonnement rigoureux entre catégories et entreprises différentes perpétré par les bonzes s'opposait à la constitution d'un front de lutte solide face à l'administration.

L'acharnement à calomnier et à détruire cette ébauche d'instrument de la lutte de classe ouverte que tentaient de construire ces travailleurs, s'explique aussi par la vie interne de la section, capable d'impulser et de donner libre cours aux interrogations et aux critiques des travailleurs sur les pratiques de sabotage des luttes et l'absence d'initiatives centrales pouvant donner le maximum d'efficacité à la lutte collective des travailleurs à la base, notamment sur la question des salaires, des conditions de travail, de réduction du temps de travail.

Enfin la section de Lyon-Gare a dû à plusieurs reprises affronter les bonzes départementaux sur le terrain, notamment dans la lutte pour la titularisation sur place des auxiliaires, auxquels les bureaucrates n'offrent comme méthodes de défense que des formulaires d'inscription aux concours administratifs.

Depuis leur exclusion, les syndiqués de Lyon-Gare tentent d'organiser autour d'eux un réseau de solidarité, en envoyant le dossier de leur exclusion et le bilan de leur activité aux sections syndicales qui le leur demandent, en tentant de maintenir malgré tout les liens qu'ils avaient déjà réussi à tisser avec d'autres sections de base.

Malgré certaines erreurs manifestes et graves d'orientation et de méthodes, com-

me le fait d'avoir accepté de dissoudre leur commission Armée en 75 en échange de l'engagement pris par la Fédé d'assurer centralement le soutien aux soldats, ou encore la tendance à revendiquer le caractère « démocratique » et offensif de la C.F.D.T. des bons jours contre la reprise en mains de la Fédération, tous les travailleurs combattifs se doivent d'exprimer leur solidarité la plus large aux exclus de Lyon-Gare.

Le sens réel de cette exclusion, c'est la volonté clairement affirmée par les bonzes opportunistes aux ordres d'étouffer les germes de toute vie de classe, fût-elle embryonnaire et balbutiante, dans les syndicats. C'est d'étouffer la voix des travailleurs courageux qui veulent rompre avec le front bourgeoisie-opportunisme qui brise toute tentative d'organisation collective des travailleurs à la base et leur refuse l'emploi de leurs armes de classe élémentaires : grève sans préavis ni limitation préalable de durée, lutte unie par dessus les limites de catégorie et d'entreprise, comme l'a fait la section de Lyon-Gare.

C'est, malgré quelques réserves d'ordre général, avec cette tentative difficile de résistance à la pression de l'opportunisme que les travailleurs d'avant-garde doivent exprimer leur solidarité contre la répression syndicale. Ils doivent aider les exclus de Lyon-Gare à persévérer et à se renforcer sur cette voie, en essayant de lier leur combat au leur, en tissant avec eux des liens solides à la base, partout où existe un foyer de vie prolétarienne, le plus minime soit-il. La renaissance de ces liens de classe et leur renforcement sont indispensables aujourd'hui pour que se développent les forces capables demain de forger un véritable front de classe prolétarien qui se dote d'une organisation ouverte et centralisée et revendique les méthodes de la lutte de classe directe et collective contre les attaques de la bourgeoisie et la capitulation de ses larbins opportunistes.

## En Amérique

(Suite de la page 3)

sident un programme d'aide aux chômeurs noirs et aux centres urbains en pleine décomposition qu'ils occupent et dont ils constituent la partie essentielle. Jackson, Coretta King, le Black Caucus, la M.A.A.C.P. et la S.C.L.C. (chrétienne), se sont entendus pour demander « le plein emploi, la reconstruction de nos [sic] villes, la réforme des systèmes d'assistance, le développement économique », et (incroyable, mais vrai...) « un renouvellement des buts moraux et sociaux de la nation ». La rencontre, dictée par le motif fondamental de leur perte d'influence sur la population noire, reprenant des termes attendus, et, en même temps, terriblement illusoire, a donné l'occasion à Carter de promettre un plan d'assainissement urbain, avec commissions d'étude ad hoc, lesquelles finiront dans la poubelle où ont fini tous les plans sociaux gouvernementaux qui ont précédé celui-ci. D'autre part, ce plan, s'il se concrétise jamais, ne peut avoir qu'un effet réel : dans la mesure où le seul point sûr est qu'il se basera sur l'incitation des industries à s'installer dans les centres urbains (pour créer des emplois), il servira à remplir les poches de certains capitalistes d'un supplément de profit. Du point de vue de la population noire, les leaders réunis ne représentent pas grand-chose : ils sont essentiellement l'expression de la tentative d'insertion dans les structures démocratiques. Ils ont recommencé, cet été, à jouer le jeu des « demandes » et des « pressions » sur le gouvernement, typiques des « groupes de pression » à l'américaine, qui ne sont que de la farce.

Il n'est pas douteux, cependant que, sentant dans l'air le nouveau dérapage de l'économie, et tenant compte du potentiel explosif de la situation sociale, l'administration Carter soit en train de préparer une série de mesures sociales « préventives » dans lesquelles pourra s'insérer éventuellement, en plus, un programme pour les Noirs.

(à suivre)

## La manifestation contre les mesures Stoléru

## Les ouvriers se battent, le réformisme déserte, le centrisme sabote

Samedi 19, 6.000 manifestants français et immigrés ont défilé de Barbès à Ménilmontant pour réclamer l'abrogation des mesures Stoléru. C'est la manifestation la plus importante de solidarité entre travailleurs français et immigrés depuis avril 1976.

Comme nous le disions dans notre dernier numéro, l'initiative du Comité de coordination Sonacotra de préparer et d'organiser cette manifestation, comme étape d'une lutte à plus long terme, marquait déjà, en soi, un grand pas en avant. Un grand pas en avant parce que, face à l'attaque générale de la bourgeoisie contre toute la classe ouvrière frappée, avec les mesures Stoléru, dans sa composante immigrée, il a relevé le défi en se plaçant, lui aussi, sur un terrain général de classe : celui de la lutte pour la solidarité combattante entre tous les travailleurs contre la répression et les discriminations.

Une telle initiative est un démenti éclatant, dans les faits, non seulement aux partis et directions syndicales opportunistes, qui ne reconnaissent même pas le Comité comme représentant des résidents et direction de la lutte des foyers Sonacotra, mais aussi aux groupes immédiatistes qui — parce qu'ils sont incapables de comprendre les exigences de la lutte de classe — prétendent l'enfermer dans les limites des foyers et ne pas lui reconnaître de « compétence » pour impulser une lutte plus large. Comme si les résidents des foyers n'étaient pas des ouvriers, frappés, comme tels, par tout ce qui frappe la classe ouvrière ; et comme si, en se battant contre la direction de la Sonacotra et la répression contre eux orchestrée par l'Etat, ils ne se battaient pas déjà, depuis trois ans, pour toute leur classe !

Une manifestation comme celle du 19 novembre — avec son contenu et ses mots d'ordre authentiquement classistes — fait partie de ces actions susceptibles d'unir sur le terrain de la lutte tous les

prolétaires qui y participent en leur faisant sentir que, quelle que soit leur couleur de peau, leur entreprise, leur catégorie professionnelle, leur appartenance politique ou syndicale, ils forment une seule et même classe, avec les mêmes intérêts, le même combat, face à la classe irrémédiablement adverse des capitalistes. En elle-même, sa tenue a été un succès remporté sur le cynisme de la bourgeoisie, qui depuis toujours s'évertue à intimider et à diviser les travailleurs, et sur celui des organisations opportunistes, qui ont eu le front de la dénoncer, le jour même, comme une de ces « initiatives qui ont pour résultat, dans la situation actuelle, d'isoler les travailleurs immigrés » (P.C.F., dans *Le Monde* du 19-11), et de s'en dissocier sous prétexte que « les conditions ne sont pas réunies pour le succès de la forme d'action choisie » (C.G.T.-C.F.D.T., *ibid.*), allant jusqu'à interdire à leurs sections d'y participer comme le fit, en toute cohérence, la C.F.D.T. A la face de la bourgeoisie et de ses valets, la manifestation de Barbès a proclamé que les prolétaires ne sont pas des esclaves, qu'ils ont la force et la volonté de se battre, avec les « formes d'action » qui sont précisément les leurs, et les seules efficaces : celles de la lutte directe.

A travers tout l'affrontement politique qui a accompagné sa préparation, la manifestation a aussi représenté une victoire sur l'orientation politique des groupes centristes qui tendent à subordonner la lutte des prolétaires à la légalité bourgeoise et à les mettre à la traîne de la démocratie petite-bourgeoise, ainsi que des partis et directions syndicales qui sont les soutiens « ouvriers » de cette légalité et de l'Etat sur lequel elle repose. La manifestation a pu se tenir en partant de Barbès-La Chapelle, malgré le diktat de la police, qui prétendait faire changer en extrême le lieu de rassemblement pour éviter ce quartier immigré, et malgré le travail de sape de groupes comme la L.C.R. et l'O.C.T., suivis par le P.C.R. et L.O.,

Révolution-Afrique et le C.T.A. algérien : jusqu'au dernier moment leurs représentants se sont livrés à un véritable chantage, agitant la menace d'une interdiction et de répressions policières sanglantes — au lieu de poser le problème d'une défense efficace — et menaçant de retirer leur appui ou une partie de leur appui (notamment leur service d'ordre) si on ne se pliait pas à la solution « proposée » par la Préfecture de Police qui, si elle avait été acceptée, n'aurait pu que désorganiser le début de la manifestation, et risqué de mettre en danger la sécurité des travailleurs non organisés qui, appelés à Barbès par plus de 300.000 tracts, y auraient de toute façon afflué. On ne peut pas à la fois voir une « garantie » dans un quelconque... parole de la police, ou dans des gestes de « bonne volonté » de la part des manifestants, et travailler à constituer cette force de classe compacte et résolue qui seule saura se défendre efficacement et tenir en respect la bourgeoisie. On ne peut pas à la fois prôner un terrain d'entente avec les mercenaires professionnels de l'ordre bourgeois, et défendre jusqu'au bout les ouvriers !

Sans aucun doute, la manifestation du 19 a aussi révélé des limites — notamment une mobilisation encore insuffisante — qu'on ne doit pas craindre de reconnaître, car elles reflètent une situation réelle : la difficulté à rompre l'isolement entretenu par l'opportunisme, à tisser des liens entre les noyaux d'avant-garde qui s'organisent pour lutter et le reste de la classe, y compris dans sa composante immigrée. Mais, mis à part les difficultés objectives, l'insuffisance de la mobilisation est due pour une large part au sabotage, encore une fois, non seulement de l'opportunisme « classique » mais des principaux groupes centristes qui lui sont attachés par un solide cordon ombilical, groupes qui ont fait une place très insuffisante à l'annonce de la manifestation dans leur presse et n'ont même pas mobilisé leurs propres militants, tout en répandant des bruits

mensongers sur le lieu de rassemblement et sur le « risque d'interdiction ». C'est donc avec une certaine dose de cynisme que l'O.C.T. souligne, en guise de « bilan », dans *l'Étincelle* n° 39, « les responsabilités de certains des animateurs de la mobilisation contribuant à isoler celle-ci : refus de discuter, refus de négocier le parcours avec la police au risque de rendre toute manifestation impossible, etc. », attitude fournissant « de merveilleux alibis [tiens donc !] à tous ceux qui ne veulent pas de mobilisation » : cynisme qui se double de démagogie, puisque l'O.C.T. cache soigneusement que cette attitude pleinement responsable en réalité et, c'est vrai, fermement anti-opportuniste, était celle, entre autres, du comité de coordination et des ouvriers « de base » présents, pour les attaquer sournoisement à travers... « certaines organisations « marxistes-léninistes », notamment l'Humanité-Rouge » auxquelles elle réserve l'honneur de sa critique.

A son échelle modeste, un épisode comme celui de la manifestation du 19 apporte une illustration de plus du suicide et du pacifisme des groupes centristes, et du rôle de sabotage qu'ils sont destinés à jouer de plus en plus activement auprès des ouvriers à mesure que l'opportunisme « classique » perdra de son influence parmi eux. En même temps qu'il confirme a contrario le caractère néfaste du frontisme et des cartels hétérogènes d'organisations politiques, il a mis en lumière les germes — fragiles, mais précieux — d'un possible front de lutte, pleinement ouvert, entre travailleurs français et immigrés.

Pour renforcer la lutte contre les mesures Stoléru et travailler à constituer ce front prolétarien qui seul peut la faire aboutir, il est indispensable que s'enracinent et se consolident dans les minces avant-gardes ouvrières qui tendent à devenir des pôles de regroupement pour

(Suite page 8)

## Terrorisme : notre réponse à la campagne d'intimidation

Les soubresauts héroïques de la R.A.F. ont suscité une véritable campagne internationale dont l'importance répond à la peur qu'a la bourgeoisie de la reprise de classe prolétarienne, et à sa préoccupation de tout mettre en œuvre pour exiger des organisations liées au mouvement prolétarien de renoncer à l'utilisation de la violence.

Il faut dire que, de ce point de vue, cette campagne a dans l'ensemble réussi. De nombreuses organisations d'extrême gauche ont non seulement condamné ouvertement les militants de la R.A.F., mais surtout, à travers leurs critiques, capitulé devant les exigences de la bourgeoisie sous d'hypocrites prétextes à coloration morale. Elles ont ainsi participé au consensus politique général.

Nous devons dire à ce sujet que nous avons constaté en général un décalage entre l'état d'esprit des ouvriers et la campagne menée. En effet, à part les bureaucraties « ouvrières » qui ont naturellement collaboré ouvertement à cette campagne de la bourgeoisie en entrainant avec elles des couches de l'aristocratie ouvrière, il s'est manifesté parmi les prolétaires non pas une hostilité ouverte à l'égard des terroristes mais tout au plus de l'indifférence. Mais le plus intéressant est un autre décalage : entre l'acharnement des gauchistes (trotskistes, maoïstes, ou spontanéistes purs) à condamner par principe tout terrorisme, et l'indéniable sympathie instinctive de groupes non négligeables de prolétaires envers les mobiles qui ont poussé les terroristes à l'enlèvement de Schleyer.

Ceci permet de comprendre la rage de la bourgeoisie à condamner non seulement le terrorisme, mais surtout la violence dans le prolétariat, et à les assimiler au banditisme et à la criminalité purs et simples.

Notre parti a dû rappeler qu'il ne sera jamais du côté de l'Etat bourgeois contre ses victimes, même lorsque leur révolte instinctive contre l'oppression les pousse à des actes de désespoir, à des positions aberrantes, ou même à des actes « inutiles » pour faire avancer la lutte prolétarienne. Surtout, il a dû se mobiliser pour réaffirmer les positions de principe du communisme révolutionnaire sur la question de l'utilisation de la violence, de la dictature et de la terreur dans la lutte contre le capitalisme.

Il l'a fait d'abord par sa presse, puis par la diffusion massive, à l'échelle internationale, de tracts donnant la signification de la campagne de l'Internationale des flics et notre

position sur la violence. Ceci, dans tous les lieux habituels de diffusion (usines, quartiers) ainsi que dans les meetings et manifestations suscités par la campagne bourgeoise et ses prolongements, notamment l'extradition de Klaus Croissant. Il a notamment publié pour l'occasion une brochure intitulée « Violence, terrorisme et lutte de classe », qui reprend les principaux articles parus dans notre presse ces dernières années sur ce sujet.

Notre parti a également engagé un cycle de réunions publiques. A la fin du mois d'octobre, en pleine hystérie antiterroriste et au moment de l'aplatissement complet de l'extrême gauche dans tous les pays devant les sommations de la bourgeoisie, nos camarades en Allemagne ont tenu une série de réunions publiques sous le titre « Terrorisme et communisme », appelées par des tracts et des affichettes portant la phrase de Trotsky également passée en exergue dans notre presse (voir le n° 250 du *Proletaire*) : une initiative dont notre parti qui, aussi petit soit-il, a la conscience claire de sa responsabilité politique internationale, peut être fier.

\* \*

Un épisode lié aux prolongements de cette campagne mérite d'être signalé. Dans une ville italienne, où notre section locale avait diffusé le 7 novembre un tract intitulé « Terrorisme, lutte de classe et lutte révolutionnaire » sans incident, l'attentat contre le directeur adjoint de la « Stampa » a donné le signal d'une campagne menée par la bourgeoisie et ses larbins contre notre parti.

Le coup d'envoi a été donné, dans un scénario monté, semble-t-il, entre les trois confédérations syndicales, par la plus droite d'entre elles, l'U.I.L., afin que les autres puissent parer aux éventuelles réactions : une lettre du 17 novembre rendue publique demandait aux instances locales de la C.I.S.L. et de la C.G.I.L. de mener une campagne commune contre les « délégués syndicaux » de notre parti, qui auraient indignement représenté le mouvement syndical des travailleurs en diffusant sur toutes les usines et les écoles de la ville un tract où, selon le communiqué, aurait été affirmé que « l'action terroriste devait être encadrée, pour être plus efficace, dans l'organisation » de notre parti (!!!). En même temps, la radio locale citait des extraits de notre tract, savamment choisis pour leur effet sur le public...

A cet appel, les autres organisations feignirent de donner une réponse dilatoire, et l'U.I.L. diffusa partout un tract appelant à notre dénonciation, au même moment où nos militants diffusaient un tract répondant à cette campagne infâme. Après avoir montré de nombreux exemples de violences et de terrorisme quotidien de la bourgeoisie, le tract revendiquait la nécessité de la violence révolutionnaire pour l'émancipation prolétarienne. Puis, après avoir fait la critique du « terrorisme excitatif », il répondit à l'accusation stupide portée contre nous : « Il ne s'agit pas de rendre plus efficace l'action terroriste en l'encadrant dans notre organisation — comme voudrait nous le faire dire l'U.I.L. — mais de savoir utiliser ces actions dans le cadre de la lutte révolutionnaire du prolétariat contre les institutions bourgeoises », qu'il s'agit, aujourd'hui, de préparer.

En même temps, les syndicats ont appelé, à l'échelle nationale, à une grève pour protester contre les attentats et la violence ; notre section et notre groupe syndical ont appelé par voie d'affiche à boycotter la grève, accusant les bonzes d'appeler à manifester la solidarité avec un ennemi de classe, alors que jamais une grève n'avait seulement été faite en solidarité avec la dizaine d'ouvriers qui chaque jour meurent d'accidents du travail, affiche qui a entraîné des réactions favorables parmi les ouvriers.

Le fait est que la grève n'a pas été suivie (seulement 5% des ouvriers), et les bureaucrates syndicaux, qui prétendent que nous sommes isolés des ouvriers, étaient seuls à discuter entre eux dans les meetings prévus pendant la grève à l'usine.

La radio locale s'est évidemment plainte de la faiblesse de la grève et dans les « nouvelles alarmantes venant des usines » a dénoncé notre attitude et lu intégralement « notre réponse » pour prouver notre prétendue complicité avec les terroristes qui avaient frappé le directeur adjoint de la « Stampa ».

C'est maintenant le P.C. italien lui-même qui est entré dans l'arène, sans doute dans le cadre de la campagne pour dénoncer les terroristes et leurs sympathisants dans les usines et dans les quartiers, où il propose de former des comités de citoyens pour aider la police et la magistrature (voir *Le Monde* du 19 novembre).

Le but visé est sans doute de faire exclure à terme les membres de notre groupe syn-

dical local de la C.G.I.L. et de destituer nos camarades de leurs responsabilités de délégués d'usine. Mais le terrain n'est pas aisé car notre réaction est ferme, et l'atmosphère générale est telle que l'opportunisme cherche à faire le moins de bruit possible sur la question de la violence elle-même pour éviter de dévoiler une scission sur cette question parmi la classe ouvrière, au moment même où il affirme son « unité », pour les sacrifier et le bien du pays ».

Voilà un « petit » problème. De tels épisodes ne peuvent que se reproduire, et nous pensons que les bonzes éprouveront de plus en plus de difficultés pour effectuer leur sale besogne.

## Réunion publique à STRASBOURG

Vendredi 16 décembre, 20 h 30  
Maison des Syndicats  
1, rue Sédillot

## Terrorisme, démocratie et communisme

## Violence, terrorisme et lutte de classe

C'est le titre de la brochure n° 8 parue dans la série « Le Proletaire ». Elle reprend les principaux articles publiés dans notre presse ces derniers mois.

Lecteurs, sympathisants, passez commande au siège du journal et diffusez-la largement !

Prix : 4 F.

# L'évolution des rapports inter-impérialistes

(suite de la page 1)

L'Amérique et la Russie se gardèrent bien d'arrêter la guerre non seulement avant d'avoir occupé le terrain laissé par les vaincus, mais aussi avant d'avoir fait leur jonction en occupant militairement aussi bien les vaincus que leurs alliés mineurs. C'est qu'ils étaient conscients de leur mission contre-révolutionnaire : évi-

ter qu'à l'exemple du premier après-guerre, les misères et la défaite ne provoquent un nouvel incendie social. Mais la conséquence en était nécessairement que leur victoire faisait d'eux non seulement les garants de la paix impérialiste, mais les nouveaux concurrents impérialistes et les protagonistes du futur conflit mondial.

nam, les compromis passés permettaient le retour en force de l'Amérique.

Quant à ses effets économiques escom-

tés, c'est-à-dire l'ouverture des pays de l'Est, ils n'ont commencé à se faire sentir timidement qu'à partir de 1971.

## La crise de 1975

Sous la chape de plomb de l'entente russo-américaine s'accumulaient cependant les facteurs qui devaient la miner, et avant tout ceux qui contribuaient au mûrissement de la crise productive dont le premier assaut sérieux a culminé en 1975 en fermant le cycle d'expansion de l'après-guerre.

Il est intéressant de noter que le cycle productif qui a précédé la crise a accéléré la concentration des entreprises et l'internationalisation des échanges. C'est-à-dire qu'il a poussé à fond, en réaction aux signes avant-coureurs de la crise qui se manifestaient dans les conflits monétaires, les tendances qui, en unifiant les cycles des différentes économies capitalistes et en portant au maximum la concurrence, poussaient justement à la crise productive tout en réduisant les moyens d'en sortir sans créer d'autres crises plus graves encore, tant qu'un bouleversement complet des rapports internationaux n'aurait pas lieu (7).

Parallèlement, la « crise du pétrole » (8) a bien montré que la détérioration des termes de l'échange ne pouvait être contre-carrée qu'en s'appuyant sur la disproportion inéluctable entre production et matières premières pour modifier le partage de la rente foncière. Elle a montré surtout que la solution donnée avait pour conséquence l'approfondissement du fossé entre pays riches et pays pauvres, l'endettement accéléré de ces derniers aggravant les risques de crises financières et sociales, comme le démontre l'évolution récente de l'Égypte.

Il est vrai que le capitalisme a relativement bien résisté à cette première attaque de la maladie. Quels sont les facteurs qui l'ont aidé à surmonter cet assaut ?

Tout d'abord la formidable unification du système financier international dans les mains de l'Amérique, qui a permis d'un côté de parer aux formidables transferts de propriété des capitaux suscités par la crise du pétrole, en maintenant pour l'essentiel leur circulation dans le circuit bancaire traditionnel sous forme de pétro-dollars. Mais pourra-t-on éviter à la longue la transformation de telles crises en explosions financières si le mark ou le yen parviennent à prendre l'autonomie à laquelle ils sont poussés par rapport au dollar ?

L'unification du système financier par l'Amérique a d'autre part permis de retarder la guerre commerciale et tarifaire ouverte par la manipulation des taux de change et la réévaluation constante du mark et du yen depuis 1971. Mais malgré tout, la guerre commerciale a maintenant commencé : que l'on pense aux batailles qui font rage dans le nucléaire, l'aéronautique, l'acier, le textile, l'informatique ou le téléphone. L'alternative aujourd'hui est : **protectionnisme ou organisation des marchés**. Mais l'organisation des marchés est-elle autre chose que le protectionnisme, organisé cependant sous l'égide du plus puissant, c'est-à-dire au profit de l'Amérique ?

Les autres facteurs qui expliquent la résistance du capitalisme sont d'ordre

## Portrait sommaire des deux colosses face à face

Quelle est donc la dynamique historique de ces deux colosses, poussés à un inéluctable face-à-face historique ?

Puissance industrielle de premier ordre dès le début du siècle, favorisée par des conditions géographiques (immense territoire fertile et communications faciles), historiques (pays neuf ayant capitalisé les meilleures énergies de l'Europe), stratégiques (insularité, seul grand Etat sur son continent), l'Amérique est devenue, à la faveur de la première guerre, la première puissance financière du monde, comme l'a confirmé la crise de 29 et, avec la seconde, un impérialisme omniprésent et aux appétits gigantesques aiguisés par le gonflement de sa machine productive pendant la guerre. Ses ambitions ne se limitaient pas aux vieilles visées anglaises sur le Continent, mais elles étaient de dévorer l'Europe jusqu'à l'Oural, comme en témoignent les plans des financiers comme Wallace qui rêvaient d'acheter la Russie de la même manière que l'Amérique était en train d'acheter l'Angleterre et toute l'Europe (2).

L'Amérique est donc l'impérialisme par excellence. Et elle devait, dès que les limites de sa zone d'influence seraient devenues trop étroites pour contenir en même temps sa puissance exacerbée par un nouveau cycle d'accumulation et celle, retrouvée, de l'Europe et du Japon, manifester ses tendances à conquérir le monde entier. Bien entendu, ce serait, comme l'a fait la bourgeoisie américaine dès sa naissance, en accaparant tout le continent, ensuite en revendiquant la Chine, enfin en avalant l'Europe, **sous le drapeau des libertés** !

De son côté, l'Etat russe est mû par une dynamique différente. C'est la **concurrence militaire** qui a historiquement aiguillonné ses progrès économiques, de Pierre le Grand à Staline, et ce sont les

guerres qui ont stimulé son développement social, de l'abolition du servage à la révolution bolchévique, en passant par la révolution démocratique de 1905. Or cette dynamique militaire est accentuée par la continentalité de la Russie, qui exige des glacis militaires et la protection des accès aux mers, et par l'immensité du territoire, qui a jusqu'ici rendu la Russie incapable de mener la guerre sur deux fronts (à la fois Europe et Sibérie) et qui a provoqué le jeu de balancier de sa politique.

La domination russe sur l'Europe (et jusqu'en 1948 sur la Mandchourie) n'est donc pas seulement déterminée par la politique de glacis militaire, qui devait à l'origine protéger le pays ruiné contre une Amérique puissante et armée de la bombe, mais également par le besoin incompressible de réduire, pour des raisons de concurrence militaire, le **retard économique** d'un impérialisme encore régional vis-à-vis de l'Amérique, impérialisme mondial. Et ceci n'est possible que par le pillage de pays économiquement plus avancés. C'est en s'appuyant mensongèrement sur la gloire passée et trahie de la révolution russe, et sur la faiblesse relative de son économie (mais un impérialisme sur la défensive cesse-t-il pour autant d'être un impérialisme ?) que l'impérialisme russe a pu faire croire que ses armées avançaient pour la soi-disant défense du camp socialiste contre le camp impérialiste.

Ainsi dès 1945 les protagonistes du prochain conflit mondial sont face à face. Mais surtout, ils ont déjà affûté les armes idéologiques de ce conflit, présent d'un côté comme une croisade pour les libertés (Carter n'a rien inventé), de l'autre comme une croisade anti-impérialiste (Breznev non plus), comme le montre notre texte déjà cité (3).

## De la détente à la guerre froide

Il a toujours été clair pour notre parti que la clef de l'après-guerre était précisément le **condominium russo-américain** sur l'Europe, et que le **statu quo** ne pourrait être remis en cause tant que le cycle d'accumulation capitaliste ne ramènerait pas, avec la reconstitution des puissances économiques de l'Europe et du Japon, la nécessité de briser l'équilibre qui laissait la zone russe dans un état de dépression capitaliste relative.

La **guerre froide** fut donc le prolongement immédiat de la guerre. Elle s'est caractérisée par le partage entre les grands des zones laissées libres par les vieux impérialismes européens à bout de souffle, sous le coup de la vague anti-impérialiste partie de la Chine, qui s'est progressivement étendue à toute l'Asie et au Maghreb, avec des répercussions en Afrique noire et en Amérique latine (4). Mais cette guerre froide, bien circonscrite à la « zone des tempêtes », nécessitait une pression accrue sur l'Europe en même temps que la propagande guerrière permettait de justifier en Europe la mise en coupe réglée de chacun des camps qui se cristallisèrent avec l'OTAN et le pacte de Varsovie en 1947, ce pourquoi Russes et Américains n'eurent pas besoin de changer une virgule aux accords déjà **passés** à Yalta. Le symbole de cette période fut bien Suez, en 1956, où la France et l'Angleterre durent s'incliner devant Nasser, grâce à la pression convergente des Etats-Unis et de la Russie.

Cependant, l'histoire avançait. Le cours du capitalisme russe entraînait un besoin

accru de productivité (5), cependant que des indices clairs (Berlin et Budapest) montraient la nécessité de relâcher un peu la pression économique exercée sur les satellites. La crise américaine de la fin des années soixante et la renaissance économique européenne et japonaise marquaient la fin de l'insularité américaine et la rupture du monopole nucléaire américain. Surtout, le danger de la vague anticoloniale obligeait l'Amérique à intervenir en gendarme dès 1958 au Liban.

Tous ces facteurs poussèrent au tournant des années soixante à la **détente** des rapports russo-américains (6). Mais il va sans dire que cette détente ne pouvait signifier autre chose qu'un poids accru sur les classes exploitées et les Etats plus petits. Ne s'est-elle pas accompagnée de cet **équilibre de la terreur**, qui a poussé deux fois à l'alerte nucléaire, en 1962 à Cuba et en 1973 au Moyen-Orient, et qui reposait sur une course effrénée aux armements ?

Durant cette période également, le **condominium** a parfaitement fonctionné par-dessus le mur de Berlin, puis à Prague et à Lisbonne, face aux tendances centrifuges dans l'un et l'autre camp, et il a encore été réaffirmé à Helsinki. Mieux : il s'est étendu dans le Tiers Monde, où la détente a laissé les mains libres à l'Amérique pour jouer son rôle de gendarme sur tous les continents, à Saint-Domingue comme à Léopoldville et surtout en Indonésie : quand il y avait bataille, au Moyen-Orient comme au Viet-

(2) Voir les articles de 1947 à 1949 republiés dans *Per l'organica sistemazione...*, tels que *America, Ancora America, Aggressione all'Europa, United States of Europa*, etc.

(3) Cf. *Le prospettive del dopoguerra...*, et notamment les chapitres intitulés : *La possibile guerra come falsa crociata anticapitalistica* et *La guerra futura come crociata antitalitaria*.

(4) Notre parti a consacré un énorme travail à l'intégration des facteurs national et paysan dans la perspective marxiste, notamment de 1953 à 1960, avec une riche liste de contributions allant des *Fattori di razza e nazione nella teoria marxista* à *L'incandescente risveglio delle « genti di colore »*, nella visione marxista.

(5) Voir notre *Dialogue avec les morts*, à propos du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S.

(6) Voir à ce sujet la série d'articles parus dans *Il programma comunista* (n° 1 à 6 de 1960) sous le titre *La « distensione », aspetto recente della crisi capitalista*.

(7) Voir le *Cours de l'impérialisme mondial* dans la revue *Programme Communiste*, en particulier les n° 67 (juillet 1975) et 72 (décembre 1976).

(8) Voir *Programme Communiste* n° 64 (octobre 1974).

(9) Voir l'éditorial du *Prolétaire* n° 196 (mai 1975) intitulé *Le cycle de l'« éveil de l'Asie » ne s'est fermé que pour se rouvrir sur un plan plus élevé*, ainsi que celui du *Prolétaire* n° 223 (juin 1976), qui a pour titre *Le volcan du Proche-Orient*.

(10) Voir à ce sujet *Encore sur crise et révolution*, paru en éditorial de la revue *Programme Communiste* n° 66 (avril 1975).

(à suivre)

# Les leçons de la révolution d'octobre

Certains ont fait de la révolution russe un « modèle » que la révolution prolétarienne devrait suivre de A à Z dans tous les pays. Au point de chercher désespérément à la faire « démarrer », même là où la révolution bourgeoise a eu lieu depuis des générations, par une espèce de « Février » portant au gouvernement les partis ouvriers-bourgeois. Même s'ils ne la jugent pas suffisante, ils considèrent une telle « ouverture » comme absolument indispensable. Ils confondent allégrement les phases historiques, assimilent fascisme et réaction féodale et ne voient pas que le renversement d'un gouvernement fasciste et le « rétablissement de la démocratie », même par une insurrection populaire, n'ont rien à voir avec une révolution démocratique bourgeoise détruisant des structures pré-capitalistes. La caricature de ce formalisme, on peut la trouver dans la tactique de l'O.C.I., qui appelle les masses à renverser « les institutions de la V<sup>e</sup> République » et lance avec deux siècles de retard le mot d'ordre de l'« Assemblée Constituante ». Il est clair qu'une telle action freine la polarisation sur les positions de classe.

L'universalisation abusive de tous les aspects de la révolution russe conduit aussi à plaquer sur les futures révolutions prolétariennes les limites qui, en Russie, découlaient du caractère double de la révolution, aussi bien dans le domaine politique qu'en économie. Ainsi, on généralise la participation de la paysannerie à l'Etat révolutionnaire, ou on remplace la dictature du prolétariat par celle du « peuple » ; de même, on exige un gouvernement « de coalition » des partis révolutionnaires, etc. Par ailleurs, on limite le programme économique de la révolution à ce qui était immédiatement réalisable en Russie, escamotant complètement la question de l'abolition du salariat et du marché.

Mais la déformation la plus énorme, c'est évidemment l'inversion des aspects généraux et particuliers de la révolution d'Octobre. Dès le début, Kautsky a voulu « excuser » le caractère non démocratique, violent et dictatorial de la révolution en Russie par l'arriération de ce pays ; il prétendait que ce caractère, admissible et peut-être même nécessaire dans ces régions barbares peuplées d'illettrés, serait par contre superflu et inadmissible dans les pays civilisés, éduqués et démocratiques. Convergence remarquable, les « ultra-gauches » avançaient la même idée, bien que sous un angle différent. Ils acceptaient à la rigueur la prééminence du Parti en Russie, à cause du « manque d'éducation politique du prolétariat russe », mais la rejetaient en Occident : un prolétariat aussi « conscient » et « éclairé » que celui d'Allemagne par exemple devait se diriger « tout seul », sans Parti ni chefs, guidé directement par « l'esprit des masses ».

Bien entendu, ces thèmes n'ont cessé d'être développés, respectivement par le courant « conseilliste », antiparti et anarchisant, qui oppose la démocratie ouvrière et les soviets à la direction du parti, et par le stalinisme et ses héritiers, jusqu'aux P.C. actuels qui « excusent » même le fait de l'insurrection armée par le caractère autocratique et antidémocratique de l'Etat tsariste. Les trotskystes réussissent à combiner les deux variétés d'opportunisme : comme les P.C., ils attribuent aux « conditions russes » le caractère violent, dictatorial et terroriste d'Octobre, et comme les conseillistes ils en font dériver le parti unique et sa prééminence sur les soviets ; comme les uns ils prétendent que dans les pays capitalistes développés la révolution pourra se passer de la guerre civile et de la terreur rouge, et comme les autres ils en éliminent le parti communiste, et abandonnent sa direction à une coalition de partis sinon directement à la spontanéité des masses.

Notre courant au contraire a défendu, dès 1920 et tout comme Lénine, les véritables aspects universels d'Octobre. Dès le début, il a lutté contre la tentation à laquelle, faute d'un solide mouvement communiste en Occident, même les bolchéviks ont parfois cédé, de transposer

A l'occasion de son 60<sup>e</sup> anniversaire, nous avons tenu plusieurs réunions publiques pour rappeler les grandes leçons que le mouvement ouvrier peut et doit tirer de la révolution d'Octobre. Dès 1920, tout en raillant ceux qui allaient en Russie pour « voir comment c'est, le socialisme », la Gauche italienne a insisté sur le fait que le bolchévisme est « une plante de tous les climats », et sur les leçons universelles de la révolution russe. Lénine, de son côté, relève dans la Maladie infantile la « portée universelle de certains aspects » de cette révolution, portée universelle non pas au sens large, mais au sens le plus strict, c'est-à-dire « montrant à tous les pays par où ils devront nécessairement passer ».

Pourtant, pour la révolution mondiale, la Russie est un cas typique, car c'est une révolution double. Puisque la révolution bourgeoise n'a pas encore été faite, certaines de ses tâches doivent être prises en charge par le prolétariat et, pour les accomplir, il peut s'appuyer sur la petite-bourgeoisie radicale, les paysans en particulier. Le contenu économique et social d'une telle révolution, même si le prolétariat prend sa direction, ne peut pas être le passage immédiat au socialisme. Même s'il s'assure l'hégémonie, le prolétariat ne peut donc pas priver la paysannerie de tout droit politique, et deux classes participent, bien qu'inégalement, à l'Etat. Un Etat dont la nature « socialiste » n'est pas à chercher dans le programme économico-social immédiat, mais bien plutôt dans le rôle qu'il joue dans la lutte de classe internationale.

Une telle révolution présente et des caractères spécifiques et des caractères universels. Les falsifications des leçons d'Octobre consistent précisément à embrouiller, mélanger ou même intervertir ces caractères.

telle quelle la tactique bolchévique dans les pays de vieille domination bourgeoise démocratique. Dès ce moment, il a revendiqué les traits caractéristiques du bolchévisme, non pas la souplesse mais la rigidité comme Trotsky le rappellera plus tard, et il a affirmé que dans les pays où le prolétariat avait subi la double corruption des miettes des surprofits impérialistes et de la démocratie il fallait les accentuer encore, et y être « plus bolchévik que les bolchéviks ».

\*\*\*

Nous devons nous contenter ici de rappeler quelques points essentiels. Tout d'abord, la révolution russe confirme de façon éclatante la nécessité de l'insurrection armée et de la destruction de l'Etat bourgeois. Pourtant, en Russie, cette nécessité n'était pas aussi nette qu'ailleurs. En effet, après l'effondrement de l'Etat tsariste, la bourgeoisie russe n'a eu ni le temps ni les moyens de constituer un véritable appareil d'Etat, politique, administratif et militaire ; ses efforts dans ce sens étaient contrecarrés par l'activité autonome des masses, même si l'influence menchévique, prépondérante au début, paralysait les soviets et les soumettait au gouvernement provisoire. Mais, bien que l'Etat bourgeois russe n'ait été qu'un avorton, il a fallu le balayer par les armes et détruire son ébauche d'organisation : la révolution a dû commencer par l'insurrection armée, même si la véritable guerre civile, dans laquelle la bourgeoisie et le prolétariat intervenaient à l'échelle internationale, n'a eu lieu qu'ensuite.

Il est certain que sans l'appui de ses sœurs aînées la bourgeoisie russe ne se serait pas défendue aussi énergiquement. Mais toute bourgeoisie menacée par le prolétariat trouvera toujours cet appui international. Et la résistance d'une bourgeoisie aussi minable et aussi peu installée donne une idée de celle que nous opposeront les bourgeoisies riches, expérimentées, qui ont forgé et consolidé depuis des décennies, sinon des siècles, leur appareil de domination. Lénine a insisté sur le fait que dans ces pays la prise du pouvoir sera beaucoup plus difficile qu'en Russie, et exigera des luttes beaucoup plus violentes.

S'il sera plus facile d'y garder le pouvoir, c'est parce qu'on pourra y attaquer directement les rapports capitalistes de production, le salariat et le marché. Mais cette attaque se heurtera à la résistance désespérée des classes liées à la propriété capitaliste, et le prolétariat devra instaurer son propre Etat pour l'imposer.

L'Etat issu d'Octobre n'était pas tout à fait typique à cet égard : nous avons déjà dit que deux classes y participaient, et non une seule comme dans une révolution prolétarienne « pure ». Néanmoins, sa structure et son fonctionnement

n'avaient rien de commun avec ceux d'un Etat bourgeois. Les soviets n'étaient pas des assemblées parlementaires destinées à recueillir les « opinions » des travailleurs, mais des corps agissants organisant leur lutte ! Le droit même de participer aux soviets n'était pas une donnée constitutionnelle, mais se rétrécissait ou s'élargissait selon les vicissitudes de la lutte des classes et les positions que les divers groupes y assumaient. Ceux qui s'opposaient à l'action révolutionnaire et auraient voulu rendre le pouvoir à la bourgeoisie n'étaient pas comptés dans une « minorité statutaire », mais expulsés manu militari ! Bref, les soviets n'organisaient pas la démocratie en général, ni même la « démocratie ouvrière », mais la dictature révolutionnaire. Une dictature qui pour s'appuyer sur deux classes n'en était pas moins dirigée par le prolétariat, orientée par son programme et ses buts de classe internationale.

Qui dit dictature, dit pouvoir qui n'est lié par aucune loi, qui repose sur la force et sur la crainte que ses armes inspirent aux classes vaincues et à leurs alliés. Devant la résolution avec laquelle les bolchéviks ont appliqué ce principe révolutionnaire, tous les démocrates, de Kautsky aux anarchistes, ont crié au viol de la démocratie et des libertés. Voici comment Trotsky leur répond : « L'intimidation est le plus puissant moyen d'action politique tant dans la sphère internationale qu'à l'intérieur. La guerre, de même que la révolution, repose sur l'intimidation. Une guerre victorieuse n'extermine en règle générale qu'une partie infime de l'armée vaincue, mais démoralise les autres et brise leur volonté. La révolution agit de même : elle tue quelques personnes, elle en effraie mille. Dans ce sens, la terreur rouge ne se distingue pas en principe de l'insurrection armée, dont elle n'est que la continuation » (Terrorisme et Communisme, p. 99 de l'édition 10/18). Toute la polémique des bolchéviks montre que ceux qui radotent sur une révolution « propre », sans effusion de sang, sans « victimes innocentes », sans haine et sans terreur, sont des rêveurs ou des traîtres qui désarment le prolétariat et travaillent en réalité pour la terreur blanche !

Dictature, d'accord, dirent alors les démocrates (de Kautsky au K.A.P.D. en passant par Lécun Blum), « si seulement la dictature était le fait de la classe entière ! ». « Il n'est pas facile de concevoir ce qu'ils entendent exactement par là, dit Trotsky (loc. cit., p. 172). La dictature du prolétariat signifie, en substance, la domination immédiate d'une avant-garde révolutionnaire qui s'appuie sur les lourdes masses et qui oblige, quand il le faut, les traînards à se rallier ». Ou encore (p. 170) : « On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du Parti. Et cependant on peut affirmer, sans risquer de se trom-

per, que la dictature des soviets n'a été possible que grâce à celle du Parti : grâce à la clarté de ses idées théoriques, grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le Parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer, d'informer parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination des travailleurs. Dans cette substitution du pouvoir du Parti au pouvoir de la classe ouvrière il n'y a rien de fortuit, et même, au fond, il n'y a là aucune substitution. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à une époque où l'Histoire met à l'ordre du jour la discussion de ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants avoués de la classe ouvrière en sa totalité ».

Le fait que le Parti Communiste ait rapidement assumé seul la direction de l'Etat issu d'Octobre est d'autant plus remarquable que, dans une révolution double, ce n'était pas inéluctable. De fait, au début de la révolution, les S.R. (Socialistes Révolutionnaires) de gauche, expression politique de la paysannerie révolutionnaire, participaient au pouvoir, bien qu'en position subordonnée. La rupture de cette « alliance » et l'élimination des S.R. ne s'est d'ailleurs pas faite à propos de problèmes internes : les bolchéviks appliquaient le programme agraire des S.R. et non le leur, et ils étaient prêts à toutes les concessions économiques à la paysannerie. L'élimination s'est faite au moment des pourparlers de paix de Brest-Litovsk, lorsque la stratégie nationaliste de la paysannerie s'est opposée à la stratégie internationaliste du prolétariat, la première étant tout juste capable d'avoir une vision nationale, le second ne considérant la victoire en Russie que comme le premier pas de la Révolution mondiale et l'Etat en sa possession non comme un Etat au service de la Russie, mais comme un instrument au service de l'Internationale communiste reconstituée pour la lutte mondiale du prolétariat.

Dans une révolution directement prolétarienne, il est clair que l'activité des masses devra être centralisée et disciplinée d'emblée sous la direction du Parti Communiste unique. Pour cela, et Octobre le montre bien, il faut que le Parti ait conquis dès avant l'éclatement de la crise révolutionnaire une influence notable sur l'avant-garde prolétarienne. Certes, ce sont les conditions objectives qui déterminent l'explosion des luttes révolutionnaires, mais pour qu'elles se transforment en conquête du pouvoir il faut un Parti fermement orienté sur les positions communistes et solidement relié à la classe. Si les bolchéviks ont pu remporter la victoire, donner une impulsion formidable à la lutte du prolétariat international et faire de la Russie un de ses bastions, au moins pour un temps, c'est grâce au travail acharné de délimitation politique, d'organisation du Parti et de conquête de l'avant-garde qu'ils ont mené pendant une quinzaine d'années. C'est ce travail de préparation révolutionnaire qui, dans la situation actuelle, est notre tâche urgente, d'une importance capitale pour l'avenir.

## Kommunistisches Programm

NR 15/16 Oktober 1977  
1917-1977

### BILANZ EINER REVOLUTION

- \* Die grossen Lehren der Oktoberrevolution
- \* Die falschen Lehren aus der Konterrevolution in Russland
- \* Die sovjetische Wirtschaft vom Oktober bis heute

# La démocratie espagnole tient ses promesses

(Suite de la page 3)

Generalitat et qui pourra carrément la supprimer « pour des raisons de sécurité d'Etat ». Responsable devant le seul gouvernement de l'Etat espagnol, le président de la Generalitat n'est qu'un représentant en Catalogne du pouvoir central, et la Generalitat elle-même (dont les fonctions n'ont pas encore été définies) ne sera qu'une simple organisation administrative régionale.

Le rétablissement de la Generalitat est le résultat d'une triple alliance entre : 1) le gouvernement de l'Etat espagnol ; 2) Tarradellas, l'« héritier » fantôme du nationalisme catalan des années 30 ; et enfin 3) les partis parlementaires catalans, dominés par le P.S.O.E. et le P.S.U.C., qui en échange de quelques strapontins honorifiques comme « conseillers » du délégué de Madrid ont fait leur et signé l'accord dicté par l'Etat central.

Sous l'aile de la démocratie, l'antagonisme prétendument révolutionnaire entre le nationalisme catalan et le centralisme castillan se cristallise dans une alliance entre l'Etat central et l'ensemble des forces politiques bourgeoises et « ouvrières » réformistes de Catalogne. Ce qui démontre, d'une part, que ces dernières reconnaissent leur soumission à l'Etat espagnol et, d'autre part, que la prétention opportuniste de voir dans les nationalismes périphériques une force historique subversive n'est qu'un vil mensonge.

Devant cette froide réalité, une partie de l'« extrême gauche » a réagi en parfaite cohérence avec ses principes non prolétariens.

Côté maoïstes, le P.T.E. déclare qu'« aujourd'hui, face aux campagnes de la presse visant à discréditer Josep Tarradellas [...], il faut lui apporter notre confiance et notre appui afin que l'unité de toutes les forces politiques catalanes pour la Generalitat et autour de son président puisse prévaloir » (Unión del Pueblo, 22-10) ; tandis que son alter ego, l'O.R.T., voit dans ces accords « une plate-forme pour aller de l'avant » (En Lucha, 6-10).

Côté trotskystes, la L.C.R. appelle « les travailleurs de tout l'Etat espagnol et leurs organisations [lisez : le P.C.E., le P.S.O.E. et les syndicats officiels] à appuyer inconditionnellement [!] le combat de la Catalogne [?!] pour sa souveraineté pleine et totale ». Ce faisant, elle capitule inconditionnellement devant le nationalisme, pour ensuite continuer à trotter gaiement derrière les partis opportunistes en préconisant une mobilisation « de tout le peuple » en faveur d'un « auto-gouvernement » catalan présidé par le binôme social-démocratie-« eurocommunisme », qui sont et ont toujours été des piliers du centralisme espagnol. Pour couronner le tout, la L.C.R. propose une Constituante en Catalogne pour réformer l'Etat bourgeois qui devrait devenir un Etat fédéral.

Côté spontanistes « prolétariens », il en va de même : l'O.I.C. déclare que « la Generalitat récupérée [sic] [...] exprime une victoire de la lutte autonomiste du peuple catalan » ; et tout en disant que cette victoire est limitée, elle se propose finalement la défense d'« un Conseil Provisoire de la Generalitat constitué par les

partis de la gauche de Catalogne » (Mundo Diario, 2-11).

Même la C.N.T., dans sa course pour s'adapter aux exigences fondamentales de la politique bourgeoise, s'est sentie obligée de renoncer à toutes ses réserves sur la question nationale et a déclaré : « La C.N.T. ne s'opposera pas à ce que, en vertu de ce mouvement [nationaliste] de réaction contre 40 ans de dictature par en haut [sic], les peuples, les ethnies, etc., puissent manifester et obtenir une configuration juridique et autonome propre susceptible d'assurer transitoirement la reconnaissance de leur personnalité nationale (c'est le cas concret d'Euskadi et du statut d'autonomie) » (C.N.T., sept. 77). C'est ainsi que les anarchistes, qui nient à la lutte nationale son contenu révolutionnaire, même bourgeois, se font les défenseurs du « principe de nationalité » (qui a toujours été un principe de la contre-révolution) là où il est directement dirigé contre le prolétariat !

\*\*

La préparation révolutionnaire du prolétariat exige une lutte sans merci contre la démocratie bourgeoise, le réformisme démocratique de l'Etat bourgeois et les agents « ouvriers » de la bourgeoisie. En même temps, elle suppose, en Espagne, la lutte théorique et pratique contre toutes les expressions politiques et idéologiques du nationalisme, castillan ou périphérique, bourgeois ou opportuniste, « populaire » ou soi-disant « prolétarien ».

## La LCR et les « camarades » de la police

L'attitude de la L.C.R. et de l'O.C.T. lors de la préparation de la manifestation du 15 n'a rien de nouveau ni de surprenant de la part d'organisations qui n'ont pas rompu jusqu'au bout avec l'ordre capitaliste, son défenseur l'Etat bourgeois, et ses valets les partis opportunistes. De même qu'au lieu de préparer la destruction de l'Etat bourgeois, elles se contentent de lutter pour « chasser le gouvernement » actuel, en laissant la porte ouverte à d'autres gérants des intérêts du capital, notamment de gauche, de même elles ne voient pas dans la répression policière la fonction nécessaire d'un corps de mercenaires qui ont prêté serment de servir l'ordre capitaliste, et qui seront par conséquent toujours contre le prolétariat, mais des méfaits commis par certains individus, « fascistes » ou « racistes », laissant ainsi la porte ouverte à un dialogue possible avec eux ou une partie d'entre eux, par exemple « démocrates » ou encore « syndiqués ».

En septembre dernier, à la suite de l'intervention policière au foyer de travailleurs immigrés de la rue Saint-Denis, Rouge a publié un intéressant échange de lettres entre la L.C.R. et le syndicat C.F.D.T. de la police. Celui-ci reprochait à la L.C.R. de « faire du seul policier le bouc émissaire de tout un système », en oubliant notamment que les policiers ne sont « que les exécutants » (dans notre langage : des pièces dans l'engrenage de l'appareil de répression de l'Etat), alléguait qu'il faut bien combattre « la vente de faux papiers », et versait une larme hypocrite sur « les travailleurs immigrés les plus démunis qui sont les victimes et de leurs compatriotes et au final de l'intervention de la police ». Et il concluait par une maxime qui résume bien l'essence du démocratisme bourgeois, dont l'astuce a toujours été de tenter de faire croire à l'ouvrier qu'il est dans le même bateau que le patron, à la victime de l'oppression qu'elle partage une responsabilité avec le bourreau, au « révolutionnaire » qu'il a quelque chose à défendre dans le même système que le policier : « Nous avons tous notre responsabilité dans le système et nous devons tous assumer un certain nombre de contradictions. »

Mordant allégrement à l'hameçon, la L.C.R. répondit aux « camarades de la C.F.D.T. police » (sic !) que même si certains points de leur lettre étaient « de nature à soulever bien des ambiguïtés » (parfaitement clairs, au contraire !), elle était prête pour sa part « à en débattre plus largement avec les syndiqués C.F.D.T., C.G.T. ou F.A.S.P. de la police. Par exemple, dans le cadre de la nécessaire campagne contre le dernier plan Stoléro, où ces syndicats pourraient trouver toute leur place » (re-sic !, Rouge, n° 463). En somme : la police au service des travailleurs ? Pourquoi pas l'autodéfense ouvrière assurée par les défenseurs du capital ?

## Blanc bonnet et bonnet blanc

(Suite de la page 2)

nomique et, qui plus est, préparer eux-mêmes le retour de la droite : « Le risque d'une augmentation trop forte est le suivant : dans un premier temps la hausse des bas salaires, accompagnée d'un blocage des prix, aboutit à une amélioration du pouvoir d'achat, à une limitation de l'inflation et à une baisse du chômage par la relance de la demande. Le bilan immédiat est donc très positif. Mais dans une seconde étape, qui peut arriver très vite, si la hausse a été trop forte, les entreprises ne peuvent pas répondre à la croissance massive de la demande ; elles ripostent par deux moyens traditionnels que sont l'approvisionnement par les marchandises étrangères et la hausse des prix. L'inflation repartant et le déficit du commerce extérieur s'aggravant, le franc recule. Les entreprises finissent par douter de la reprise, cessent d'investir et n'embauchent plus. En définitive, on croyait bien faire en augmentant rapidement les bas salaires mais les travailleurs s'aperçoivent vite qu'on les a payés en monnaie de singe et que l'ensemble de l'économie se dégrade ; le terrain est ainsi préparé pour le retour de bâton politique » (p. 32).

## La manifestation contre les mesures Stoléro

(Suite de la page 5)

les travailleurs, certaines idées fondamentales sur les principes et les méthodes de la lutte de classe (l'antagonisme irréconciliable entre prolétariat et bourgeoisie, le choix délibéré des méthodes de lutte qui le distinguent de toutes les autres classes et par lesquelles il s'oppose résolument à la bourgeoisie et à son Etat : depuis la grève, la plus étendue et compacte possible, jusqu'à la manifestation et à l'autodéfense), ainsi que la conviction qu'une bonne partie des entraves auxquelles la lutte a dû s'affronter sont le résultat d'orientations politiques bien précises : depuis le sectarisme de partis qui, au lieu de travailler à unir les prolétaires sur un terrain de lutte, ne connaissent que les tractations d'états-majors et la lutte à couteaux tirés entre chapelles de bords opposés, jusqu'au suivisme et au pacifisme qui au lieu de contribuer à renforcer les énergies du prolétariat contre la bourgeoisie tendent à les étouffer parce qu'ils rêvent d'une défense (et d'une révolution) qui se déroulerait dans les limites préétablies d'un jeu démocratique.

Le gouvernement Barre s'inquiète-t-il de la santé des entreprises ? Le gouvernement Mitterrand s'en inquiétera aussi. Le gouvernement de droite a-t-il les yeux fixés sur le déficit du commerce extérieur, la compétitivité des entreprises, la tenue du franc ? Un gouvernement de gauche y sera encore plus attentif. Le gouvernement de droite fait-il tout ce qu'il faut pour faire baisser l'inflation en comprimant les salaires ? Un gouvernement de gauche non seulement fera de même — il le fait déjà — mais il aura à ses dispositions des moyens politiques qui font défaut à la droite. Le chantage par exemple.

Le P.S. jure ses grands dieux qu'il n'a pas viré à droite (et pour cause !), le P.C. qu'il n'ira pas au gouvernement pour gérer la crise (ce qui est faux). L'un et l'autre raisonnent dans les mêmes termes. Ils ont la même politique économique parce qu'ils ont la même politique tout court. Agents l'un et l'autre de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, ce ne sont pas les intérêts de ce dernier qu'ils défendent, mais ceux de la bourgeoisie.

Ce renforcement est une condition indispensable pour que soit mené un travail systématique visant à tisser des liens moins fragiles entre ces noyaux organisés et le reste de la classe : par le renforcement de la mobilisation dans les foyers, le renforcement des comités de soutien Sonacotra, l'établissement de liens avec les travailleurs des entreprises, spécialement en lutte.

Pour cela, notre parti doit apporter à ces ouvriers qui se battent avec tant d'énergie la contribution de ses forces militantes, de sa vision politique, et de son combat résolu contre toutes les formes d'opportunisme et de sectarisme qui tendent à dévier, entraver, ou stériliser la lutte.

**SOLIDARITE DE CLASSE  
AVEC LA LUTTE DES  
PROLETAIRES IMMIGRES**

Prix 3 F.

## Presse du Parti

Voici le sommaire du numéro 22 de :

### il programma comunista

- Risaire la china del dominio dell'opportunismo
- Si scatenano contro di noi gli apostoli della democrazia (UIL in testa, PCI al seguito)
- Egitto-Israele : Il prezzo della « pacificazione »
- Il baffo autoritario di Stalin sotto le barbe dei « gauchistes »
- « Nel solco della Rivoluzione d'Ottobre »
- Ferroviari : quale riforma, e per chi ?
- Verso il Partito « compatto e potente »
- Contrasti interimperialistici e aspirazioni autonomistiche nel Corno d'Africa
- Crolla il mito del « socialismo israeliano »
- Svizzera : La democrazia si blinda
- Lotte operaie e questioni sindacali (Napoli, Torre A., Nuoro, Catania)
- Manifestini sullo sciopero del 15/XI e sulla « chiusura dei covi »

★

### REVUE THEORIQUE N° 74 (septembre 1977) programme communiste

- La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'U.R.S.S.
  - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV)
  - Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III)
  - Parti révolutionnaire, ou cénacle de « marxologues » ?
- 92 pages - 8 F

★

### Communist program

Soutenez le développement de la  
presse internationale du Parti  
Souscrivez !

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, donc le 13 novembre et le 11 décembre, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

● A Amiens : le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret), soit le 4 décembre.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 10 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois, soit le 4 décembre.

● A Lyon : le premier vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 6 janvier.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 7 janvier.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 18 décembre et le 15 janvier.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zürich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le premier et le troisième samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, soit le 17 décembre et le 21 janvier, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

**CORRESPONDANCE  
POUR LA SUISSE  
BP 130 1211 GENEVE-13**

directeur-gérant  
**F. GAMBINI**

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926